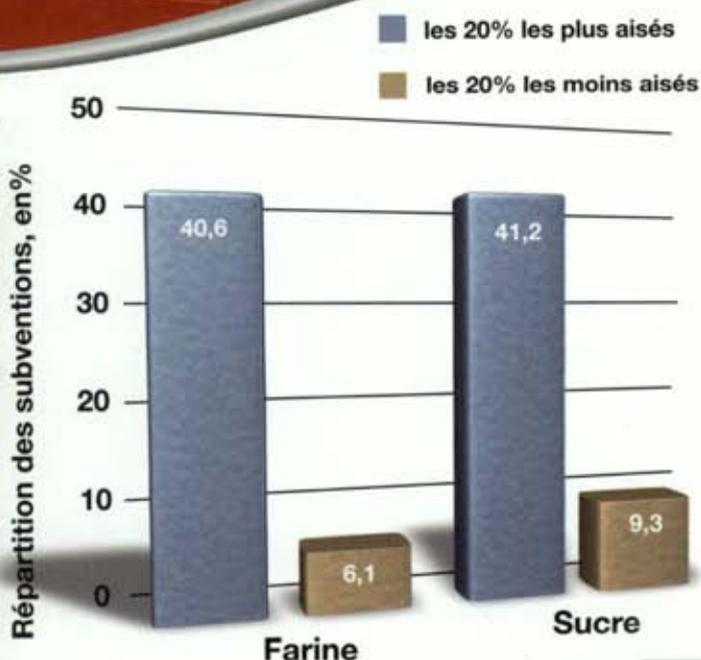
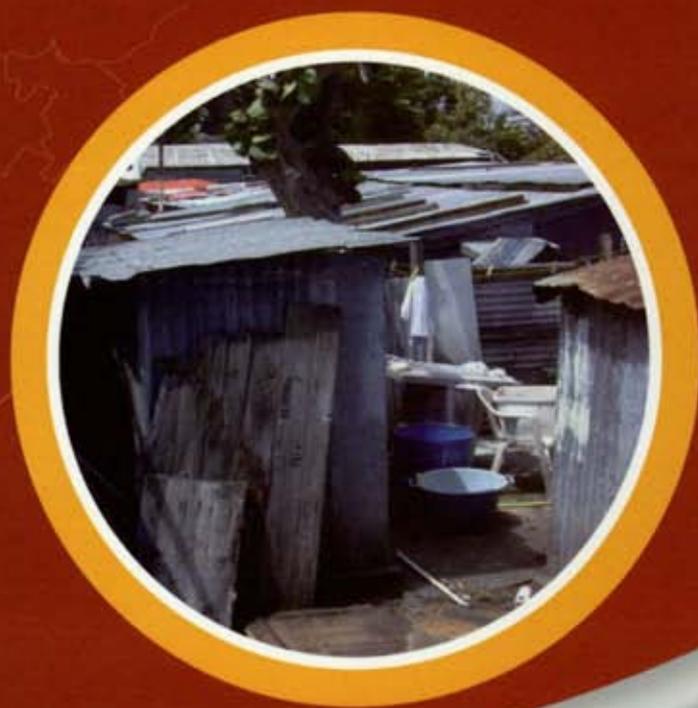


Les Cahiers

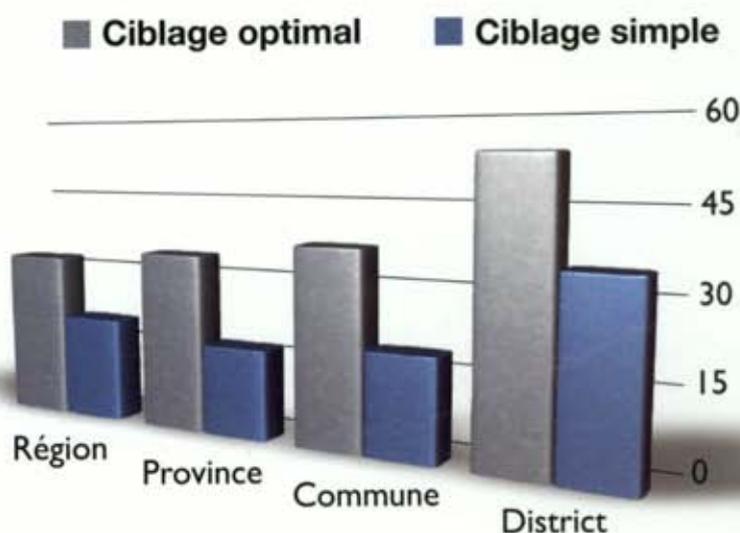
d u P l a n

Ciblage Géographique de la Pauvreté

Situation économique en 2007 et 2008



Taux de réduction de la pauvreté, en%





Ilot 31-3, secteur 16, Hay Riad
Tél.: 037 57 69 04
Fax: 037 57 69 02
BP 178, Quartier administratif - Rabat

Président

Ahmed Lahlimi Alami
Haut Commissaire au Plan

Création, rédaction en chef

Ahmed El Kohen Lamrhili

Comité scientifique

Mustapha Afkir
Abdelhak Allalat
Jamal Bouchachen
Mohamed Doudich
Ali El Akkaoui
Mourad Guerouani
Abderrahmane Haouach
Ahmed Jmila
Ahmed Ibrahim
Abdellatif Lfarakh
Abdelaziz Maalmi
Mohamed Taamouti

Editeur

CND

(Centre National de Documentation)
Tél.: 037 77 10 32 / 037 77 09 84
037 77 30 08
Fax: 037 77 31 34
Haut-Agdal, Rabat

Dépôt légal

2004/0139
ISSN: 1114-8411

Publication

Haut Commissariat au Plan
E-mail:
cahiersduplan@yahoo.fr
Site: www.hcp.ma

Pré-press

Mir édition
Tél.: 037 77 11 33 - Rabat

Imprimerie

El Maârif Al Jadida
Tél.: 037 79 47 08/09 - Rabat

s o m m a i r e

Les politiques de ciblage de la pauvreté 04

Ahmed LAHLIMI ALAMI

Ciblage géographique de la pauvreté 07

Mohamed DOUIDICH et Abdeljaouad EZZRARI

Point sur la situation économique nationale en 2007 et perspective pour 2008 31

HCP

les Cahiers du Plan publient les articles dans la langue où leurs auteurs les ont rédigés. le contenu de ces articles n'engage que leurs auteurs. Des extraits de cette publication peuvent être consultés sur le site du haut Commissariat au Plan: www.hcp.ma

Les politiques de ciblage de la pauvreté¹



L'étude dont nous présentons les résultats porte sur une approche des performances comparées des politiques de ciblage de la pauvreté. elle propose à cet effet d'évaluer selon les modalités de répartition d'un budget dédié à la lutte contre la pauvreté celles qui maximiseraient la réduction de la pauvreté au moindre coût en termes de ressources publiques. L'étude se fonde sur des données datant de 2004, celles de la dernière carte de la pauvreté élaborée au HCP, les résultats seront actualisés, dès l'exploitation, en cours, de l'enquête sur le niveau de vie des ménages, réalisée dans le cadre du programme d'enquêtes de cette institution au cours de 2007.

— Par Ahmed LAHLIMI ALAMI - Haut Commissaire au Plan

Disons, tout d'abord, que l'évaluation, par cette étude, des politiques de ciblage est abordée selon que les ressources budgétaires sont sélectivement transférées aux seules populations pauvres (ciblage dit parfait), ou affectées d'une manière forfaitaire à l'ensemble de la population, profitant, ainsi, aux pauvres et aux non pauvres (ciblage forfaitaire), ou encore équitablement réparties entre les localités les plus pauvres (ciblage dit naïf), ou enfin adressées selon une combinaison mixte au bénéfice des populations les plus pauvres dans les localités classées selon leur indice de pauvreté (ciblage optimal).

Rappelons, à cet égard, que le transfert des ressources peut consister à subventionner les prix à la consommation des produits de première nécessité, réduire le coût d'opportunité d'accès des populations pauvres aux prestations sociales, ou les doter des facteurs de revenu dont, par exemple, les micro-projets, développer l'environnement social et économique, prendre en charge les populations à haut risque ou encore assurer un transfert direct et conditionné de ressources aux ménages pauvres, etc.

Ces précisions étant faites, je voudrais ici aborder la problématique du ciblage de la pauvreté en essayant d'esquisser quelques éléments de réponse à trois questions:

1. Quelles sont les contre-performances, en termes de réduction de la pauvreté, d'une reconduction de la

politique de ciblage adoptée jusqu'à présent par notre pays?

2. Quel ciblage alternatif permettrait un meilleur recentrage des ressources publiques (dont celles dédiées à la lutte contre la pauvreté) au profit des populations qui en ont le plus besoin?

3. Quels avantages comparatifs seraient associés aux différentes options de ciblage en termes de réduction de la pauvreté et d'économie des ressources budgétaires disponibles?

En relation avec la première question, j'indiquerai, tout d'abord, que les conditions objectives d'une nécessaire rupture avec les approches de développement fondées sur les transferts forfaitaires sont aujourd'hui évidentes. J'en citerai en particulier :

1. l'engagement fort du Maroc dans la réduction de la pauvreté, l'inégalité et l'exclusion, et ce au niveau le plus élevé de l'Etat;

2. l'absence au Maroc d'une pauvreté de masse, la pauvreté relative dans ce pays n'excédant pas 14,2 % en 2004², d'un côté, et la limite des ressources budgétaires dont il dispose de l'autre. Il n'y aurait évidemment pas de raison impérative à un ciblage des ressources budgétaires si celles-ci étaient illimitées ou si la pauvreté était massivement répandue;

3. la flambée des prix des produits de première nécessité à l'échelle internationale et l'impact budgétaire sans cesse accru de la subvention des prix de leur consommation sur les finances publiques nationales. Il suffit de rappeler à cet égard que la part, dans le PIB, de la subvention des produits alimentaires et pétroliers a augmenté de 1,7%

¹ Eléments de l'intervention faite lors de la présentation des résultats de l'étude sur le ciblage géographique de la pauvreté, 27 mars 2008.

² Les résultats de l'enquête sur le niveau de vie des ménages ont montré que ce taux a baissé, passant à 9,0% en 2007.

à 2,1% entre 2004 et 2006, pour s'approcher du seuil prévisible de 5,5% en 2008 et que les seules subventions à la consommation des produits alimentaires ont, de leur côté, augmenté de 19% et celles des produits pétroliers de 67,9 %.

En réponse à la deuxième question, je voudrais rappeler que la nécessité d'un ciblage plus approprié des subventions budgétaires destinées à la lutte contre la pauvreté est l'objet d'un débat national qui ne date pas d'aujourd'hui. Les études menées par le HCP dans le cadre de la 'Prospective Maroc 2030' avaient déjà montré la nécessité d'asseoir la réduction de la pauvreté sur une approche globale du développement biaisée en faveur des populations et des localités les moins aisées. Elles ont en particulier montré qu'à défaut d'une telle globalité, l'investissement public continuerait à favoriser les localités suffisamment développées et, dans ces localités, les populations qui ont les moyens de profiter de ses retombées. Elles ont par ailleurs clairement relevé que le ciblage forfaitaire par le biais d'une subvention des produits de consommation, malgré l'importance des ressources qu'il a mobilisées, n'atteint pas les résultats escomptés, en termes de réduction de la pauvreté en général et de la pauvreté humaine en particulier. L'enquête sur la consommation réalisée par le HCP en 2001 montre, à cet égard, que les 20% les plus aisés des ménages totalisaient plus de 40% des subventions alimentaires, contre moins de 10% pour les 20% les plus défavorisés. Il en est de même des crédits destinés à l'éducation-formation. Leur impact reproduit les mêmes disparités. L'enquête montre aussi que les 20% les plus aisés en bénéficiaient de 48,1% au niveau du secondaire et de 58,6% au niveau du supérieur. Pour les 20% les plus défavorisés, ces proportions sont respectivement de 4,8% et 3,2%. Par ailleurs, les subventions alimentaires qui représentaient, en 2004, 0,75% du PIB, forfaitairement transférées à l'ensemble de la population auraient, pourtant, permis de pratiquement éradiquer la pauvreté relative au cours de l'année 2004 si leur montant avait été directement transféré aux seules populations pauvres. Ceci illustre la dynamique entre l'effort consenti et les objectifs ciblés en matière de lutte contre la pauvreté.

L'ensemble de ces données permet de conclure que le Maroc peut réduire considérablement la pauvreté, elles constituent une forte interpellation du pays à la nécessité d'une nouvelle approche de ciblage des ressources affectées à la lutte contre la pauvreté.

Par quel biais donc recentrer les ressources dédiées à la

lutte contre la pauvreté sur les populations effectivement pauvres, en minimiser le détournement en faveur des populations qui en ont le moins besoin et faire plus substantiellement baisser la pauvreté?

L'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH), annoncée PAR Sa Majesté Le Roi en 2005 a apporté, par la globalité de sa conception et la pertinence de sa mise en œuvre et de son système d'évaluation, une vision nouvelle de nature à axer les ressources sur les plus pauvres et à corriger les distorsions sociales dont notamment celles issues des politiques de développement fondées sur les transferts forfaitaires.

S'inspirant de cette approche de développement, le HCP a orienté ses investigations vers la réalisation d'une carte géographiquement fine de la pauvreté, l'analyse des facteurs de la dynamique de la pauvreté et l'étude de l'impact des politiques publiques sur le développement humain. C'est dans le cadre de ces investigations que s'inscrivent la présente étude, la mise à jour de la carte de la pauvreté et la réalisation d'une première carte de la malnutrition, programmées en 2009.

Sur le plan méthodologique, l'étude se base sur une approche évaluative des performances des ressources publiques transférées aux populations cibles au moyen de diverses politiques de ciblage. Elle ne prétend pas apporter une solution de mise en œuvre d'une lutte contre la pauvreté, mais entend simplement donner des indications sur l'impact des différentes politiques de répartition des ressources pour une meilleure performance sur le terrain.

Dans ce cadre, il se dégagerait des résultats de cette étude quelques enseignements que je voudrais résumer en trois points :

1. La disponibilité de données désagrégées sur la pauvreté au Maroc permet d'établir la meilleure répartition géographique des ressources publiques et d'améliorer sensiblement la performance des politiques de ciblage. Plus cette répartition cible les niveaux les plus désagrégés (commune ou district), plus fort est l'impact des ressources mobilisées sur la réduction de la pauvreté.
2. Si cet impact est particulièrement modeste dans le cas du ciblage forfaitaire, il constitue l'idéal dans le cas du ciblage parfait sauf que ce dernier est particulièrement difficile à mettre en œuvre en raison de l'indisponibilité d'un répertoire des ménages pauvres. Il semble, dès lors, que le domaine des choix possibles reste limité aux cibrages simple et optimal.
3. Le transfert des ressources budgétaires aux communes

urbaines les plus pauvres, au moyen d'un ciblage optimal, permet, malgré tout, une réduction du taux de pauvreté urbaine, presque deux fois plus élevée (1,95) que celle que permet le ciblage simple. Appliqué aux communes rurales, son impact sur la réduction de la pauvreté est de 1,12 fois celui que permet le ciblage simple.

Il est ainsi clair que de toutes les politiques de ciblage, le ciblage géographique optimal semble être celui qui permet, avec le moins de complexité, le ciblage le plus performant. Il consiste, rappelons-le, à transférer les ressources de lutte contre la pauvreté, en grande partie, aux plus pauvres parmi les localités pauvres. Quels sont en définitive les avantages d'un ciblage géographique optimal en termes de réduction de la pauvreté et d'économie des ressources publiques? La simulation de l'impact sur la base d'un budget arbitrairement fixé à un montant de 2% du PIB a été effectuée pour illustrer ces avantages. Il en ressort quelques conclusions que je voudrais résumer en trois points.

1. Le ciblage optimal appliqué au niveau communal réduit, en une année, le taux de pauvreté de 37% dans le milieu urbain et de 22% dans le milieu rural. Son application aux districts du recensement réduit le taux de pauvreté de 53% et 23%, respectivement.

2. Le même ciblage appliqué au niveau du district du recensement, c'est-à-dire à des localités de l'ordre du douar ou du quartier, produit, en une année, une réduction presque totale de l'indice de sévérité de l'extrême pauvreté mesurée à 75% du seuil de pauvreté, de 79% dans le milieu rural et de 93% dans le milieu urbain.

3. L'impact du ciblage optimal ne se mesure pas uniquement en termes de réduction de la pauvreté, mais aussi en termes d'économie considérable de ressources budgétaires par rapport au transfert forfaitaire. Cette économie des ressources varie en fonction de la dimension du territoire cible. C'est ainsi que:

► L'affectation des ressources aux communes, au moyen du ciblage optimal, permet la même réduction de la sévérité de la pauvreté que le transfert forfaitaire, à un moindre coût. Cette approche de ciblage donne lieu à une économie des ressources budgétaires, estimée à plus des 2/3 (68,9%) du coût du transfert forfaitaire dans le milieu rural et à plus du 1/3 (35,5%) dans le milieu urbain.

► L'affectation des mêmes ressources aux districts du recensement, au moyen de la même approche de ciblage, engendre une économie considérable des ressources budgétaires, soit l'équivalent des 3/4 du coût du transfert uniforme et ce, aussi bien dans le milieu rural (72,3%)

que dans le milieu urbain (77,0%).

Il y a lieu, en conclusion, de s'interroger sur la configuration de la répartition géographique d'un budget donné au moyen du ciblage optimal. Il s'avère ainsi que:

1. La priorité à accorder aux provinces les plus pauvres et les plus peuplées est nettement avérée: quel que soit le budget de lutte contre la pauvreté, le classement des provinces selon la part dans ce budget n'est pas sensiblement affecté. Les provinces les plus pauvres et les plus peuplées sont les plus prioritaires dans toute répartition des ressources budgétaires, établie de façon à maximiser la réduction de la pauvreté.

2. La part spécifique dans le budget d'une province donnée se modifie cependant en fonction du seuil de pauvreté et de la dimension de la localité cible (commune ou district). En tout cas, les travaux réalisés dans le cadre de cette étude ont l'intérêt de présenter un ensemble de données et d'outils techniques pouvant contribuer à établir une répartition optimale des budgets dédiés à la lutte contre la pauvreté.

3. Comme vous avez pu le constater, le ciblage optimal appliqué au niveau local le plus fin (district du recensement), a certes un impact considérable sur la pauvreté et sa sévérité. Mais, bien entendu, celui-ci n'est pas aussi performant que celui qu'aurait produit le ciblage parfait (100% de réduction de la pauvreté) qui consiste en un transfert direct de la totalité du budget de lutte contre la pauvreté aux ménages pauvres.

Le ciblage géographique optimal gagnerait à être renforcé par la mise en place, au sein des localités pauvres, d'un répertoire des ménages manifestement pauvres et des individus à haut risque. La convergence des programmes de développement vers ce répertoire devra améliorer l'aptitude des populations cibles à s'auto-protéger durablement de la pauvreté, dans l'objectif d'activer les sorties du répertoire.

Je m'en voudrais au terme de cette présentation de ne pas remercier les cadres du HCP qui ont fourni un gros effort de conception, d'enquête, et d'analyse des résultats qui font l'objet de ce document. Mes remerciements vont aussi à Mr Peter Lanjouw de la Banque Mondiale, expert en études sur la pauvreté, d'avoir participé à la validation de ces résultats. Mes remerciements vont enfin au Bureau de la Banque Mondiale à Rabat pour sa contribution active à asseoir la coopération entre cette prestigieuse institution et le HCP, et qui a été un cadre enrichissant, pour nous, de transfert de savoir et de savoir-faire dont nous avons longuement profité. ■

Ciblage géographique de la pauvreté

pour une répartition performante des budgets de lutte contre la pauvreté.

Par Mohamed DOUIDICH et Abdeljaouad EZZRARI - HCP



Le Maroc est fortement engagé dans la réduction de la pauvreté. Les politiques suivies à cet effet ont été longtemps fondées sur les transferts forfaitaires destinés à l'ensemble de la population, notamment sous forme de prestations sociales, de subventions à la consommation alimentaire et de développement de l'environnement social et économique. Les études menées par le HCP avaient montré la limite du transfert forfaitaire qui a ainsi prévalu dans l'affectation



des ressources destinées à réduire les disparités sociales et la pauvreté. Les ressources distribuées au moyen de ce ciblage, malgré leur importance, n'atteignent pas les résultats escomptés. En effet, les 20% les plus aisés des ménages totalisent plus de 40% des subventions alimentaires et plus de 50% des crédits à l'enseignement secondaire et supérieur. Plus précisément, la part du quintile le plus aisé (20% des ménages) dans les subventions alimentaires est de 40,2% pour la farine nationale de blé tendre et 41,2% pour le sucre granulé. Pour le quintile le plus défavorisé, ces proportions sont limitées à 6,1%, 9,3%, respectivement. Concernant les crédits à l'éducation – formation, les 20% les plus aisés en totalisent d'importantes parts à tous les niveaux scolaires, 16,8% au primaire, 30,7% au collège, 48,1% au secondaire et 58,6% au supérieur. Pour les 20% les plus défavorisés, ces proportions sont de 19,1%, 9,6%, 4,8% et 3,2%, respectivement. L'Initiative nationale pour le développement humain (INDH) mise en œuvre depuis la fin de 2005 est venue à point nommé pour promouvoir une approche globale de nature à corriger les distorsions sociales dont notamment celles engendrées par les politiques de développement fondées sur les transferts forfaitaires. S'inscrivant dans cette approche de développement, le HCP a orienté ses investigations vers la réalisation d'une carte géographiquement fine de la pauvreté et vers l'étude des politiques de ciblage géographique, espérant par là fournir un éclairage sur une distribution des ressources disponibles avec le souci de maximiser l'impact des politiques de développement sur la pauvreté et sa sévérité. La présente étude a été élaborée à partir de la carte de pauvreté, elle se base sur une approche évaluative des performances des ressources publiques destinées à la lutte contre la pauvreté¹. A plusieurs égards inédite, elle permet de dégager la façon de répartir un budget dédié à la lutte contre la pauvreté pour atteindre la meilleure performance en termes de réduction de la pauvreté et de sa sévérité. Tel est l'objet de cette étude.

¹ Soumise pour analyse à M. Peter Lanjouw de la Banque Mondiale, cette étude a été positivement appréciée par cet expert dans le domaine des études sur la pauvreté.

Méthodologie

Cette étude se base sur une approche scientifique² appliquée aux données sur la pauvreté et les dépenses des ménages, géographiquement désagrégées. Cette approche simule l'impact anticipé des diverses politiques de ciblage, permet de désigner, parmi celles-ci, celle la plus performante et s'y réfère pour établir la répartition géographique optimale d'un budget donné. Les résultats obtenus sont annexés à ce document et commentés ci-après.

Il s'agit, en fait, d'une évaluation ex-ante de l'incidence distributionnelle de la répartition des ressources publiques, fondée sur la cartographie de la pauvreté récemment développée par le HCP, à partir du recensement de la population et de l'habitat 2004 et de l'enquête sur la consommation et les dépenses des ménages 2001. Cette évaluation consiste à simuler l'impact sur la pauvreté des différentes politiques de transfert d'un budget donné à des sous-groupes de population, géographiquement définis. Elle consiste aussi à établir la répartition provinciale optimale d'un tel budget de façon à maximiser la baisse de la pauvreté.

Dans le cas où la connaissance des populations pauvres est parfaite (disponibilité d'un répertoire des pauvres périodiquement actualisé), le ciblage consistera en un transfert direct des ressources aux pauvres (ciblage parfait). En l'absence d'un tel répertoire, seuls les transferts uniformes ou forfaitaires sont envisageables, en dépit de leur impact limité sur la pauvreté. Aujourd'hui, les avancées récemment enregistrées par la branche de l'économie des niveaux de vie offrent l'opportunité d'opter pour un ciblage géographique remédiant, en partie, aux insuffisances des transferts forfaitaires.

C'est ainsi qu'en plus des transferts, parfait et uniforme, l'attention est focalisée sur les ciblage géographique naïf et optimal. Définies ci-après, ces approches de ciblage utilisent la connaissance de la répartition géographique de la pauvreté d'une manière différente. Elles vont du transfert le plus simple et le plus intuitif à des ciblage géographique où la pauvreté anticipée est minimisée sous réserve des contraintes à l'information et aux ressources budgétaires. Leurs performances relatives à des niveaux alternatifs de désagrégation géographique (région, province, commune et district³ du recensement) sont évaluées en termes de réduction de la pauvreté et d'économie des ressources.

Toutes les politiques de ciblage envisagées (plans de ciblage) considèrent que le pays n'a pas une connaissance

parfaite des pauvres (répertoire des ménages pauvres), qu'il a un budget, S , disponible pour la redistribution et qu'il souhaite le transférer de manière à maximiser la réduction de la pauvreté.

Plans de ciblage

Ces plans se définissent comme suit.

Plan «naïf» : il assume une connaissance de la répartition spatiale de la pauvreté, mais il ne s'en sert pas d'une manière scientifique.

Ce plan considère que le transfert (a) à distribuer à chaque personne est égal au rapport entre le budget total (S) et le nombre total des pauvres (N_p). Les localités sont d'abord classées selon l'indice de sévérité⁴ de la pauvreté. Par la suite, le transfert (a) est distribué à toutes les personnes, pauvres et non-pauvres, en commençant par la localité⁵ la plus pauvre, jusqu'à l'épuisement total du budget. Dans la localité marginale – là où le budget est épuisé – on ne transfère pas le montant (a), mais une part égale du solde du budget.

Plan optimal : il se réfère à un schéma de transfert particulièrement favorable aux localités les plus pauvres, basé sur une utilisation judicieuse des indices de la pauvreté. Le calcul de la part, dans le budget total, des diverses localités s'y fonde sur la minimisation de l'indice de sévérité de la pauvreté. Les localités sont d'abord classées selon l'indice volumétrique de la pauvreté. Par la suite, des transferts forfaitaires sont effectués à la localité la plus pauvre jusqu'à ce que son indice volumétrique⁶ soit égal à celui de la localité qui lui est juste supérieure dans le classement. Ces

² Se référer, entre autres, à Elbers, C., Fujii, T., Lanjouw, P., Ozler, B. & Yin, W. (2007) 'Poverty Alleviation Through Targeting: How Much Does Disaggregation Help?' *Journal of Development Economics*, 83, 197-213. M. P. Lanjouw de la Banque Mondiale, expert en cartographie et ciblage de la pauvreté, est vivement remercié pour avoir évalué l'ensemble des résultats de cette étude. Messieurs Doudich M. et J. Ezzari, cadres du HCP à l'Observatoire des conditions de vie de la population, sont les hommes-ressources de cette étude.

³ Le district du recensement de la population (Rgph 2004) est considéré comme une unité géographique infra communale. L'impact du ciblage fondé sur les données relatives à cette unité renseigne, en fait, sur le niveau des gains en termes de réduction de la pauvreté, imputable au ciblage infra communal appliqué au niveau du douar rural ou du quartier urbain. Quoique fictif, le niveau de désagrégation infra communal de l'ordre du district est presque incontournable, en raison des contraintes auxquelles se heurte le ciblage des populations les plus pauvres au sein des communes cibles, urbaines et rurales.

⁴ Pour un ménage pauvre, cet indice est le carré du rapport, au seuil de pauvreté, de la différence entre la dépense de consommation et le seuil de pauvreté. Il va de 0 (dépense du ménage pauvre équivalente au seuil de pauvreté) à 1 (dépense du ménage pauvre pratiquement nulle).

⁵ La localité peut être la région, la province, la commune ou encore le district.

⁶ Pour un ménage pauvre, cet indice est le rapport, au seuil de pauvreté, de la différence entre la dépense de consommation et le seuil de pauvreté.

deux localités vont bénéficier, à leur tour, d'un transfert leur permettant d'avoir un indice volumétrique égal à celui de la localité suivante, etc. jusqu'à l'épuisement total du budget.

Plan 'uniforme': les gains en termes de réduction de la pauvreté qui découlent des plans de transfert 'naïf' et 'optimal' sont comparés à ceux d'un plan de référence dit uniforme ou forfaitaire. Ce plan est envisageable au cas où l'on n'aurait aucune connaissance de qui sont les pauvres ou de l'endroit où ils se trouvent. Le pays n'est donc pas en mesure de distribuer le budget, S, d'une autre manière que par un transfert uniforme à l'ensemble de la population de taille N. L'impact, sur la pauvreté, de ce plan est celui d'un transfert forfaitaire d'un montant, $a = S/N$, à l'ensemble de la population. Le calcul de cet impact est simple. On majore la dépense annuelle moyenne par personne de chaque ménage, pauvre ou non pauvre, par le montant (a), et on recalcule les indices de la pauvreté. Ce calcul est reconduit de la même façon lorsqu'on varie le transfert (a) et/ou le seuil de pauvreté. Les subventions à la consommation alimentaire auraient illustré ce plan si elles étaient uniformément et équitablement distribuées à la population.

Ressources budgétaires

Pour simuler l'impact des plans de ciblage 'uniforme', 'naïf' et 'optimale', il importe de fixer un niveau raisonnable de ressources budgétaires dédiées à la lutte contre la pauvreté. Il est clair que l'impact de ces plans varie en fonction de la valeur de ces ressources, et que l'objet n'est pas d'évaluer l'importance de cet impact, mais de montrer que le ciblage contribue à lui seul à la réduction de la pauvreté. On considère alors deux scénarios indicatifs de fixation du budget⁷ (S) de lutte contre la pauvreté:

Scénario 1: le budget (S) est fixé de manière exogène, et supposé représenter 5% du fonds obtenu en multipliant la dépense annuelle moyenne par tête du 25ème percentile⁸ par l'effectif de la population. Ce budget s'établit à 8,4 milliard de DH de 2004, soit 1,9% du PIB de la même année. Les gains du ciblage dépendent du budget (S) et varient selon le seuil de pauvreté. Il n'y a pas de raison de procéder à un ciblage en présence de ressources budgétaires illimitées. Et plus le seuil (et donc le taux) de pauvreté est élevé, plus le ciblage perd de sa pertinence. Le seuil de pauvreté⁹ utilisé dans les simulations est celui calculé par le HCP.

Le budget et le seuil ainsi fixés fondent la simulation de l'impact du ciblage géographique sur la pauvreté selon

trois variantes, à savoir:

- ▶ Variante 1 : intégralité du budget et totalité du seuil de pauvreté;
- ▶ Variante 2 : moitié du budget et totalité du seuil de pauvreté;
- ▶ Variante 3 : intégralité du budget et 75% du seuil de pauvreté.

La comparaison de l'impact, sur la pauvreté, des variantes 2 et 3 avec celui de la variante 1 permet d'évaluer la sensibilité des plans de transfert aux ressources budgétaires et aux mesures de la pauvreté.

Scénario 2: le scénario 1 se fonde sur des budgets, urbain et rural, séparément estimés. Comme la dépense par tête du 25ème percentile est 1,9 fois plus élevée dans l'urbain¹⁰ que dans le rural, ce scénario est sensiblement généreux vis-à-vis des urbains. Il ne permet pas de comparer les impacts de divers plans de ciblage en fonction du milieu de résidence, ni d'évaluer cet impact à l'échelle nationale. Pour rendre comparables ces impacts, le budget (S) représente, dans le scénario 2, le montant à transférer, selon un ciblage parfait¹¹, à l'ensemble de la population pauvre de façon à égaliser ses dépenses de consommation au seuil de pauvreté, pendant une année entière. Ce budget est de 3,3 milliards de DH de 2004, soit près de 0,75% du PIB de la même année. Il a un intérêt analytique dans la mesure où il permet de calculer la distance entre les plans de ciblage (optimal et naïf) et le ciblage parfait. Dans ce cas, le test de l'impact des plans de ciblage ne se réfère qu'à la variante 1 'intégralité du budget et totalité du seuil de pauvreté'.

⁷ Ces budgets, plus ou moins modestes, s'ajoutent en fait aux fonds consacrés à la lutte contre la pauvreté dont notamment les subventions à la consommation. Le HCP dispose de l'ensemble des outils statistiques pour simuler l'allocation optimale et l'impact d'autres budgets engagés ou envisagés.

⁸ La population enquêtée est répartie en 100 classes (ou percentiles) de dépenses par personne, regroupant chacune 1% des individus. Le 1er percentile regroupe le 1% le plus pauvre de la population, le 2ème percentile le 1% suivant, etc. jusqu'au 25ème percentile.

⁹ Exprimé par ménage moyen et par mois, en DH de 2004, ce seuil est de 1687 DH en milieu urbain et de 1745 DH en milieu rural. La différence des seuils, urbain et rural, de pauvreté est due, entre autres, au fait que la taille moyenne des ménages ruraux (6,4 membres) est supérieure à celle des ménages urbains (5,6 membres). D'après ces seuils, le taux de pauvreté empirique en 2004, année de référence du Rgph 2004, est de 8,0% dans le milieu urbain et de 22,8% dans le milieu rural.

¹⁰ Selon ce scénario, le milieu urbain totaliserait 70,2% des ressources budgétaires allouées à la réduction de la pauvreté. La part de ce milieu dans la population totale (55,1% en 2004) ou encore dans la population pauvre (30,1% en 2004) ne peut justifier cette allocation des ressources. L'écart entre les seuils, urbain et rural, de pauvreté ne peut justifier non plus cette allocation.

¹¹ Rappelons que le ciblage parfait suppose que l'on dispose d'un répertoire de l'ensemble des ménages pauvres et de l'ensemble des données requises (taille, revenu par tête, avoirs, patrimoine, soutien familial, etc.) pour calculer le montant à transférer à chaque ménage. Ce budget éliminerait la pauvreté des ménages pendant une année et ne tient pas compte des coûts de la conception et de l'administration du ciblage parfait des ménages pauvres.

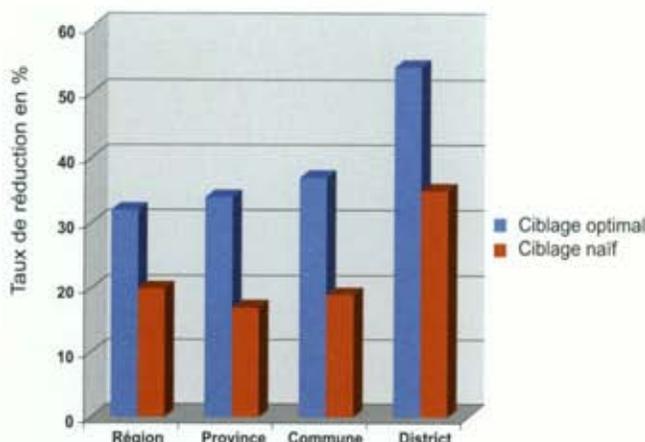
Résultats

Les résultats obtenus des diverses simulations illustrent l'impact annuel des plans de ciblage et l'allocation optimale d'un fonds de ressources, consacré à la réduction de la pauvreté (cf. annexes). Ils montrent que la réduction sensible de la pauvreté et l'économie des ressources publiques passent nécessairement par l'option pour un plan de ciblage optimal, conjugué à un ciblage subordonné à l'intérieur des localités pauvres. Leur analyse suscite les commentaires suivants.

La performance du ciblage optimal

La performance du ciblage optimal par rapport au ciblage naïf est plus nette dans le milieu urbain que dans le milieu rural. Pour le scénario 1 – variante 1, la réduction du taux de pauvreté urbaine due au ciblage optimal dépasse celle due au ciblage naïf de 60,6% au niveau de désagrégation régional, de 100% au niveau provincial, de 94,7% au

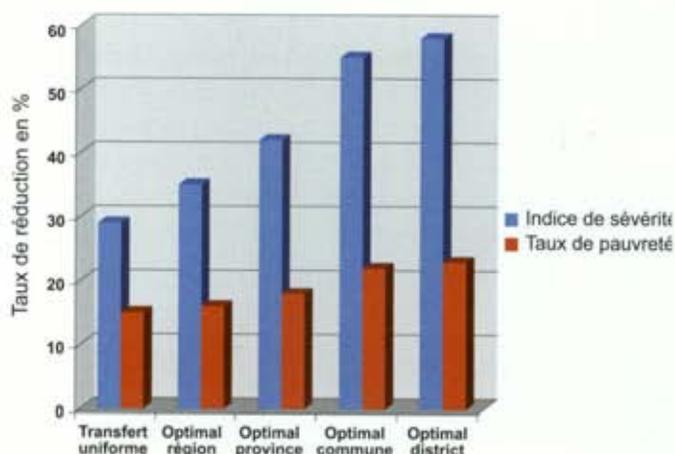
Graphique 1: Taux de réduction de la pauvreté urbaine selon le plan de ciblage
Budget: Variante1 du scénario1



niveau communal et de 54,3% au niveau infra communal (**graphique 1**). Dans le milieu rural, ces plans de ciblage sont pratiquement équivalents en termes de réduction du taux de pauvreté. Mais en termes de sévérité de la pauvreté rurale, le ciblage optimal anticipe des gains supérieurs à ceux du ciblage naïf, de 9,4%, 10,5%, 12,2% et de 9,4%, respectivement. Différenciés selon les variantes, les gains attribués au ciblage naïf sont, en outre, moins stables que ceux d'un ciblage optimal. Pour la variante 'budget intégral et 75% du seuil', le ciblage naïf au niveau régional atteint, dans le milieu rural, une

moindre réduction de la pauvreté que ce n'est le cas avec un ciblage uniforme. Cette insuffisance du ciblage naïf est observée dans le milieu urbain à tous les niveaux de désagrégation géographique, régional, provincial, communal ou infra communal (district). C'est la raison pour laquelle le ciblage optimal est utilisé dans ce qui suit pour analyser l'impact sur la pauvreté ainsi que l'économie et la répartition géographique des ressources budgétaires.

Graphique 2: Taux de réduction de la pauvreté rurale selon le ciblage optimal, comparé au transfert uniforme.
Budget: Variante1 du scénario1



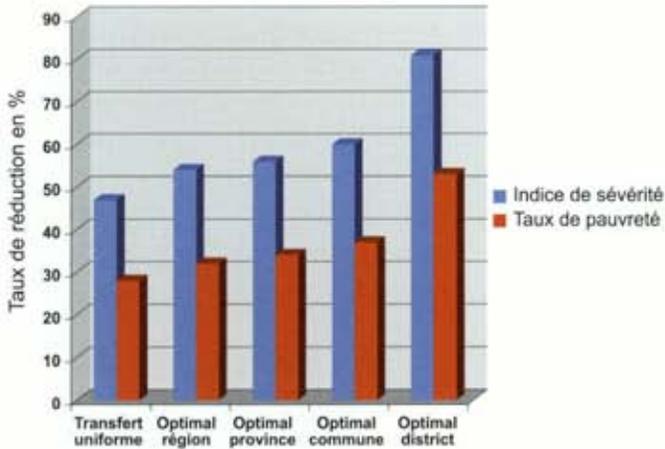
Impact du ciblage optimal sur le taux de pauvreté

Tout d'abord, la disponibilité de données désagrégées sur la cartographie de la pauvreté au Maroc permet d'améliorer sensiblement l'impact des politiques de réduction de la pauvreté. Plus cette cartographie est utilisée à son niveau le plus désagrégé (commune ou district), plus importante sera l'amélioration des plans de ciblage, naïf et optimal, par rapport au transfert uniforme.

La carte de pauvreté provinciale est de loin la moins désagrégée. Le plan de ciblage optimal appliqué au niveau provincial anticipe cependant des gains appréciables en termes de réduction des indices de la pauvreté, en comparaison avec le transfert uniforme. **Les graphiques 2 et 3** illustrent la réduction annuelle des indices de la pauvreté, attendue du transfert uniforme et du ciblage optimal appliqué à divers niveaux de désagrégation géographique.

En fait, quel que soit le niveau de désagrégation, le

Graphique 3: Taux de réduction de la pauvreté urbaine selon le ciblage optimal, comparé au transfert uniforme.
Budget: Variante1 du scénario1



ciblage optimal contribue à lui seul à réduire sensiblement la pauvreté, en comparaison avec le transfert uniforme. L'impact de ce plan varie évidemment en fonction du budget et de l'équité de sa répartition spatiale, de la désagrégation géographique des indices de la pauvreté et du seuil de pauvreté.

► Pour le budget le plus modeste (0,7% du PIB) et le plus équitable vis-à-vis du monde rural, le ciblage optimal anticipe une réduction annuelle de la pauvreté plus sensible dans le milieu rural que dans le milieu urbain. Dans ce dernier milieu, le ciblage uniforme anticipe une réduction du taux de pauvreté d'avant transfert de 5% en une année. Le ciblage optimal améliore davantage cette réduction selon qu'il est appliqué au niveau régional (7%), provincial (8%), communal (9%) ou encore à un niveau infra communal de l'ordre du district (18%). Pour le milieu rural, la réduction annuelle du taux de pauvreté attendu d'un ciblage uniforme (13% du taux d'avant transfert) est aussi améliorée par le ciblage optimal selon qu'il est appliqué au niveau régional (14%), provincial (16%), communal (20%) ou infra communal - district (21%).

► Le budget du scénario 1 est relativement consistant (1,9% du PIB) mais franchement défavorable au milieu rural. Le transfert de ce budget selon un ciblage uniforme anticipe une réduction du taux de pauvreté urbaine d'avant transfert de 18%. Le ciblage optimal (variante1) réduit davantage cette proportion selon qu'il est appliqué au niveau régional (32%), provincial (34%), communal (37%) ou infra communal (53%). Pour le milieu rural, le ciblage uniforme donne lieu à une réduction annuelle du taux de pauvreté d'avant transfert de 15%. Le ciblage

optimal – variante 1, améliore aussi cette réduction selon qu'il est appliqué au niveau régional (16%), provincial (18%), communal (22%) ou infra communal (23%).

L'efficacité du ciblage dans la réduction de l'extrême pauvreté

Les gains attendus du ciblage optimal sont plus considérables en termes de réduction de la sévérité de la pauvreté. Dans le milieu urbain, le ciblage optimal (variante 1 du scénario 1), appliqué au niveau provincial, réduit l'indice de sévérité de la pauvreté à 83% de l'indice d'un transfert uniforme. Dans le milieu rural, cette proportion est de 82%. Pour le niveau de la commune, ces proportions sont de 75% et de 63%, respectivement. Elles s'établissent à 37% et à 59%, respectivement, pour le niveau infra communal – district.

Par ailleurs, plus le ciblage est centré sur les plus pauvres parmi les pauvres, plus son rendement en terme de réduction de la pauvreté extrême est considérable. Les gains d'un ciblage optimal sont en fait notables pour la variante 'budget intégral et 75% du seuil' du scénario1.

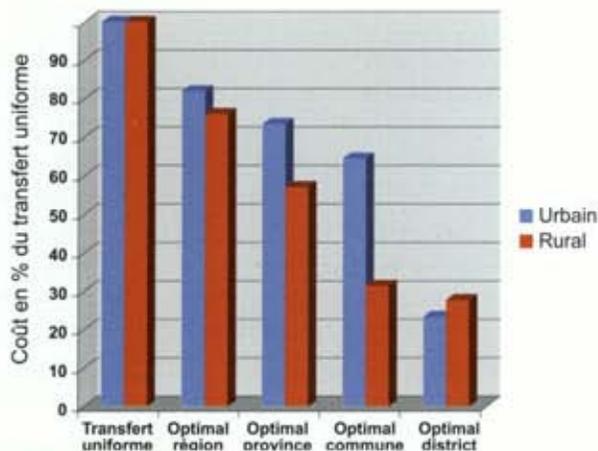
Dans ce cas, le niveau de désagrégation communal produit un taux de pauvreté rurale de 76% (de 78% pour la pauvreté urbaine) du taux qui serait obtenu par un transfert uniforme. Ces proportions s'établissent à 69% et à 36%, respectivement, pour le même ciblage appliqué à un niveau infra communal (district).

Les gains en économie de ressources

Les gains d'équivalence dérivés du ciblage géographique sont aussi d'une importance budgétaire considérable. Etablis en termes d'économie de ressources budgétaires, ces gains mesurent de combien le budget global serait plus petit pour atteindre le même impact sur la pauvreté avec un ciblage optimal et avec un transfert uniforme. Dans le milieu rural, même une carte de pauvreté régionale aurait permis la même réduction de la sévérité de la pauvreté que le transfert uniforme, à 76,1% du coût du transfert uniforme. Avec une carte de pauvreté communale, le même impact aurait pu être atteint à 31,4% du coût du transfert uniforme. Dans le milieu urbain, ces proportions sont de 73,4% et 64,5%, respectivement (**graphique 4**). La désagrégation des indices de la pauvreté au niveau du district améliore davantage ces proportions, soit 23,0% dans le milieu urbain et 27,7% dans le milieu rural. Il en

Graphique 4: Coût du ciblage optimal en % du coût du transfert uniforme selon le niveau de désagrégation géographique.

Budget: Variante 1 du scénario 1



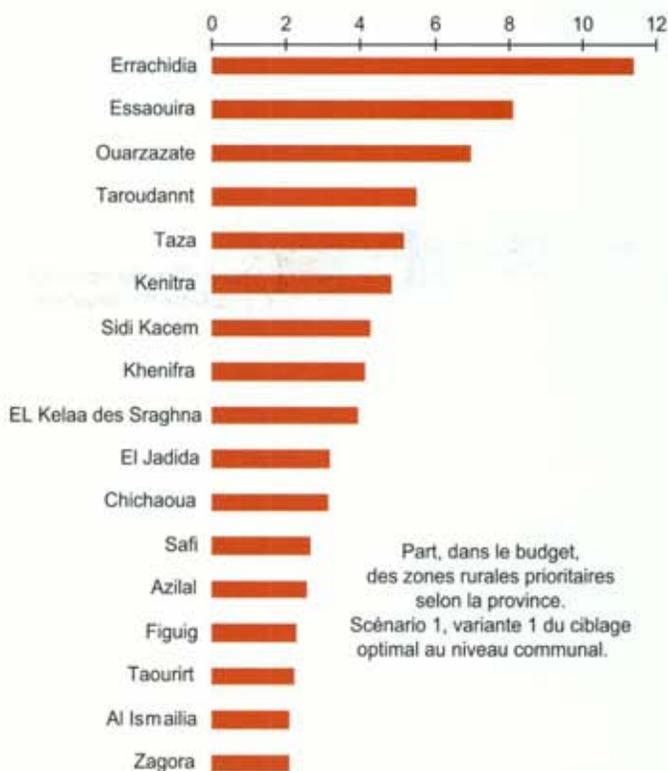
découle qu'une utilisation judicieuse de la cartographie de la pauvreté désagrégée au niveau de la commune ou du district permettrait d'économiser d'importantes ressources budgétaires. Il en ressort qu'un ciblage optimal appliqué aux districts permet d'atteindre le même impact que le transfert uniforme à un moindre coût. Cette approche de ciblage donne lieu à une économie de ressources budgétaires de l'ordre de trois-quarts du coût du transfert uniforme ou forfaitaire.

Allocation des ressources budgétaires

La comparaison de l'impact des options de ciblage a montré la pertinence du ciblage optimal à tous les niveaux de désagrégation géographique. La question qu'on se pose ici concerne la répartition empirique optimale d'un budget dédié à la réduction de la pauvreté. Il s'agit en fait d'aider à l'intégration de la dimension pauvreté dans l'allocation des ressources budgétaires du pays. La référence au ciblage optimal a permis de produire l'allocation socialement souhaitable d'un budget donné selon les provinces. L'objet de cette allocation ne consiste pas en une répartition au DH près des fonds de lutte contre la pauvreté, mais d'indiquer les provinces vers lesquelles d'importantes ressources budgétaires doivent être destinées. Ce schéma de redistribution, notamment sous forme d'investissement dans les facteurs de revenus, de protection sociale des populations à risque ou encore de transfert conditionné, garantirait la rentabilité des politiques de réduction de la pauvreté.

Dans le milieu rural, et au cas où les ressources étaient

Graphique 5 Milieu rural Part en % du budget



Part, dans le budget, des zones rurales prioritaires selon la province. Scénario 1, variante 1 du ciblage optimal au niveau communal.

ciblées aux communes les plus pauvres selon un ciblage optimal – variante 1 du scénario 1, les cinq provinces d'Errachidia (11,4% du budget consacré au milieu rural), Essaouira (8,1%), Ouarzazate (6,9%), Taroudante (5,5%) et Taza (5,2%) se verraient allouer juste moins de deux cinquièmes du budget total à transférer (**Graphique 5**). Au cas où ces mêmes ressources étaient ciblées aux districts les plus pauvres, la même approche de ciblage montre que ces mêmes provinces figureraient, à côté de Kenitra (5,1%), Sidi Kacem (4,3%) et Khénifra (4,0%), parmi celles qui devraient totaliser d'importantes parts dans les ressources budgétaires.

Dans le milieu urbain, le même ciblage (optimal) appliqué au niveau communal montre que la province de Kenitra se classerait en tête avec une allocation de 10,1% du budget consacré à la lutte contre la pauvreté urbaine, suivie de la province de Marrakech-Ménara (8,0%), Tanger - Asilah (6,8%), Fès Jdid-Dar Dbibagh (5,9%), Salé (4,7%) et Skhirate-Temara (4,0%) (**Graphique 6**). Ce même ciblage appliqué au niveau district, montre que des provinces comme Casablanca (6,0%) et Meknès-Ismaïlia (3,6%) rejoindraient, elles aussi, celles qui totaliseraient le plus de ressources budgétaires.

Le scénario 2 se réfère à un budget relativement modeste (0,7% du PIB), mais équitablement réparti entre les

Graphique 6



urbains et les ruraux. Au cas où ce fonds était transféré aux districts les plus pauvres, les zones rurales qui en totaliseraient d'importantes parts relèvent des provinces d'Errachidia (11,1%), Essaouira (8,1%), Ouarzazate (6,8%), Taza (5,2%), Taroudante (5,2%) et Kénitra (5,0%). Pour les zones urbaines, ces provinces sont Kénitra (14,2%), Tanger-Asilah (6,1%), Marrakech-Ménara (6,3%), Casablanca (4,6%) et Skhirat-Témara (5,6%).

Les diverses allocations budgétaires établies pour divers budgets et variantes des plans de ciblage sont annexées à ce document. Elles convergent vers le fait que la priorité à accorder aux provinces les plus pauvres est robuste. La part spécifique dans le budget se modifie cependant en fonction du seuil de pauvreté, de la dimension du territoire cible (commune ou district) et de l'enveloppe budgétaire disponible pour redistribution. C'est ce que montre le test du différentiel systématique¹² des allocations budgétaires calculées sur la base de seuils et/ou de budgets différents. En tout cas, la présente étude a permis de produire toutes les bases de données et tous les outils techniques pour simuler l'impact de tout fonds de réduction de la pauvreté, et établir sa répartition géographique optimale,

de façon à engendrer la plus grande baisse de la pauvreté et de sa sévérité.

Distance du ciblage parfait

Le ciblage optimal au niveau du district et, en second lieu, au niveau communal est plus prometteur en matière de réduction de la pauvreté. Mais à quelle distance se trouve-t-on de l'élimination de la pauvreté lorsqu'un budget est transféré selon le ciblage optimal au lieu d'être adapté, selon un ciblage parfait, aux circonstances précises de chaque ménage pauvre? Le budget du scénario 1 constitue une enveloppe appréciable de ressources (1,9% du PIB de 2004). Distribué selon un ciblage parfait, ce budget est plus que suffisant¹³ pour annuler le taux de pauvreté d'avant transfert.

Il est cependant clair que le transfert de ce budget, même au moyen d'un ciblage optimal appliqué au niveau local le plus fin (district), est loin d'être suffisant pour atteindre la performance du ciblage parfait. Le ciblage optimal – variante 1 du scénario 1, appliqué au niveau du district, permet une réduction appréciable de la pauvreté. Il donne lieu à une baisse du taux de pauvreté d'avant transfert de 77% dans le milieu rural et de 46% dans le milieu urbain. Mesurée par l'indice de sévérité de l'extrême pauvreté (variante 3 du scénario 1), cette baisse est plus consistante. Le ciblage optimal appliqué au niveau du district produit une réduction de l'indice de sévérité de l'extrême pauvreté de 79% dans le rural, et de 93% dans l'urbain.

Sans atteindre la performance du ciblage parfait, le ciblage géographique optimal pourrait être renforcé par la mise en place, au sein des localités pauvres, d'un répertoire des ménages manifestement pauvres et des individus à haut risque. La convergence des programmes de développement vers ce répertoire devra améliorer l'aptitude des populations cibles à s'auto-protéger durablement de la pauvreté, dans l'objectif d'activer les sorties du répertoire. ■

¹² Ce test consiste en une régression d'une allocation provinciale (A1) sur une autre (A2), $A1 = a A2 + u$, et à tester l'égalité du coefficient (a) à l'unité ; u étant le terme aléatoire.

¹³ Le scénario 2 montre qu'un budget de l'ordre de 0,7% du PIB distribué selon un transfert parfait aux ménages pauvres annule le taux de pauvreté.

ANNEXES

■ Annexe 1: Milieu rural et budget du scénario 1

○ **Tableau 1.1** : Impact sur la sévérité de la pauvreté (FGT2) d'un ciblage à différents niveaux de désagrégation géographique.

Plan de ciblage optimal

Zones rurales 2004			
	Intégralité du budget Seuil total de pauvreté	50 % du budget Seuil total de pauvreté	Intégralité du budget 75 % du seuil de pauvreté
FGT2 original % du FGT2 original	0,02036	0,02036	0,00722
Transfert uniforme	71 % (100 %)	85 % (100 %)	61 % (100 %)
Niveau régional	65 % (92 %)	80 % (94 %)	51 % (84 %)
Niveau provincial	58 % (82 %)	73 % (86 %)	41 % (67 %)
Niveau communal	45 % (63 %)	62 % (73 %)	26 % (43 %)
Niveau District	42 % (59 %)	59 % (69 %)	21 % (34 %)

○ **Tableau 1.2** : Impact sur le taux de pauvreté (FGT0) d'un ciblage à différents niveaux de désagrégation géographique.

Plan de ciblage optimal

Zones rurales 2004			
	Intégralité du budget Seuil total de pauvreté	50 % du budget Seuil total de pauvreté	Intégralité du budget 75 % du seuil de pauvreté
FGT0 original % du FGT0 original	0,2275	0,2275	0,10491
Transfert uniforme	85 % (100 %)	93 % (100 %)	78 % (100 %)
Niveau régional	84 % (99 %)	92 % (99 %)	74 % (95 %)
Niveau provincial	82 % (96 %)	91 % (98 %)	69 % (88 %)
Niveau communal	78 % (92 %)	89 % (96 %)	59 % (76 %)
Niveau District	77 % (91 %)	88 % (95 %)	54 % (69 %)

○ **Tableau 1.3** : Impact sur la sévérité de la pauvreté (FGT2) d'un ciblage à différents niveaux de désagrégation géographique.

Plan de ciblage «naïf»

Zones rurales 2004			
	Intégralité du budget Seuil total de pauvreté	50 % du budget Seuil total de pauvreté	Intégralité du budget 75 % du seuil de pauvreté
FGT2 original % du FGT2 original	0,02036	0,02036	0,00722
Transfert uniforme	71 %	85 %	61 %
Niveau régional	68 %	81 %	69 %
Niveau provincial	62 %	76 %	59 %
Niveau communal	51 %	69 %	44 %
Niveau District	47 %	66 %	39 %

Plan de ciblage «naïf»

○ **Tableau 1.4** : Impact sur le taux de pauvreté (FGT0) d'un ciblage à différents niveaux de désagrégation géographique.

Zones rurales 2004			
	Budget de référence Seuil de pauvreté de référence	50 % du budget Seuil de pauvreté de référence	Budget de référence 75 % du seuil de pauvreté
FGT2 original % du FGT2 original	0,2275	0,2275	0,10491
Transfert uniforme	86 %	93 %	78 %
Niveau régional	84 %	92 %	82 %
Niveau provincial	82 %	91 %	75 %
Niveau communal	78 %	89 %	66 %
Niveau District	77 %	89 %	64 %

○ **Tableau 1.5** : Coût du ciblage optimal en % du coût du transfert uniforme à divers niveaux de désagrégation géographique.

Zones rurales 2004	
Transfert uniforme	100 %
Région	76,1 %
Province	57,1 %
Commune	31,4 %
District	27,7 %

○ Tableau 1.6 : Distribution provinciale des ressources budgétaires avec un ciblage "optimal" au niveau du district.

Région	Province	Intégralité du budget	50 % du budget	Intégralité du budget
		Seuil total de pauvreté	Seuil total de pauvreté	75 % du seuil de pauvreté
		% du budget		
Oued Ed-Dahab-Lagouira	Aousserd	0,0021	0,0014	0,0013
	Oued Ed-Dahab	0,0015	0,0000	0,0008
Laayoune-Boujda-Sakia El Hamra	Boujdour	0,0000	0,0000	0,0000
	Laayoune	0,0000	0,0000	0,0000
	Assa-Zag	0,1048	0,1221	0,0904
	Es-Semara	0,0046	0,0000	0,0081
Guelmim-Es-Smara	Guelmim	0,6691	1,0574	0,5798
	Tan-Tan	0,0502	0,0655	0,0416
	Tata	0,6663	0,5749	0,6754
Souss –Massa Draa	Agadir-Ida ou Tanane	0,1476	0,0302	0,2229
	Chtouka Ait Baha	1,5854	1,5109	1,5805
	Inezgane Ail Melloul	0,1660	0,0697	0,1653
	Ouarzazate	6,6297	8,1895	5,7310
	Taroudannt	5,1833	4,6297	4,8425
	Tiznit	1,9956	1,4573	2,1687
Gharb-Chrarda-Béni Hssen	Zagora	2,0899	1,5645	1,8815
	Kenitra	5,1251	4,1464	5,6199
Chaouia-Ouardigha	Sidi Kacem	4,2732	3,3046	4,9088
	Benslimane	0,7984	0,6638	1,1586
	Khouribga	1,2524	0,8857	1,6306
	Settat	0,8426	0,2151	1,5393
MarrakechTensift-Al-Haouz	Al Haouz	0,9319	0,5432	0,8621
	Chichaoua	3,0240	2,9484	2,5675
	El Kelaa des Sraghna	4,0929	2,7147	3,5097
	Essaouira	7,8308	9,9106	6,3503
	Marrakech-Menara	0,0897	0,0092	0,2284
Oriental	Berkane	0,5150	0,4509	0,5748
	Figuig	2,2377	3,8629	1,8640
	Jerada	1,3127	2,0763	0,9614
	Nador	1,6573	1,7560	2,0401
	Oujda-Angad	0,2411	0,0511	0,4220
	Taurirt	2,1741	2,8025	2,1357

Région	Province	Intégralité du budget	50 % du budget	Intégralité du budget
		Seuil total de pauvreté	Seuil total de pauvreté	75 % du seuil de pauvreté
		% du budget		
	Casablanca	-	-	-
Grand Casablanca	Médiouna	0,0001	0,0000	0,0217
	Mohammadia	0,0085	0,0000	0,0679
	Nouaceur	0,0094	0,0000	0,0545
	Khemisset	1,1911	0,6946	2,1192
Rabat-Salé-Zemmour-Zaer	Rabat	0,4641	0,2781	0,6625
	Salé	0,0660	0,0174	0,2208
	Skhirate-Temara	3,2497	2,3924	2,8270
Doukkala-Abda	El Jadida	2,6672	1,2749	2,1604
	Safi	2,4093	1,9930	1,9503
Tadla-Azilal	Azilal	0,2347	0,1916	0,1862
	Beni Mellal	1,8856	1,9801	1,9634
Meknes-Tafilalet	Al Ismailia	0,1475	0,0306	0,2787
	El Hajeb	10,6089	14,6572	9,8554
	Errachidia	0,0365	0,0098	0,0312
	Ifrane	4,0114	4,4967	4,1413
	Khenifra	1,9444	1,9704	2,2005
Fes-Boulemane	Fes Jdid-Dar-Dbibagh	0,0000	0,0000	0,0013
	Sefrou	1,1020	1,4366	1,0563
	Zouagha Moualay Yacoub	1,3953	1,6551	1,4645
Taza-Al Hoceima-Taounate	Al Hoceima	0,5423	0,3089	0,7407
	Taounate	0,6289	0,2132	1,0241
	Taza	5,1707	5,2289	5,3820
Tanger-Tetouane	Chefchaouen	1,6523	0,7983	2,0153
	Fahs-Bni-Makada	1,8232	2,2499	1,7610
	Larache	1,3389	1,0188	1,5781
	Tange Assilah	0,2786	0,1526	0,3366
	Tétouan	1,4382	1,3368	1,5362
TOTAL		100 %	100 %	100 %

○ **Tableau 1.7** : Distribution provinciale des ressources budgétaires avec un ciblage "optimal" au niveau de la commune.

Région	Province	Intégralité du budget	50 % du budget	Intégralité du budget
		Seuil total de pauvreté	Seuil total de pauvreté	75 % du seuil de pauvreté
		% du budget		
Oued Ed-Dahab-Lagouira	Aousserd	0,00	0,00	0,00
	Oued Ed-Dahab	0,00	0,00	0,00
Laayoune-Boujda-Sakia El Hamra	Boujdour	0,00	0,00	0,00
	Laayoune	0,00	0,00	0,00
Guelmim-Es-Smara	Assa-Zag	0,11	0,14	0,09
	Es-Semara	0,00	0,00	0,00
	Guelmim	0,79	1,24	0,67
	Tan-Tan	0,05	0,07	0,04
Souss –Massa Draa	Tata	0,68	0,63	0,69
	Agadir-Ida ou Tanane	0,06	0,00	0,12
	Chtouka Ait Baha	1,67	1,73	1,57
	Inezgane Ail Melloul	0,16	0,06	0,15
	Ouarzazate	6,95	8,99	5,77
	Taroudant	5,50	4,67	4,94
Gharb-Chrarda-Béni Hssen	Tiznit	1,91	1,39	2,15
	Zagora	2,07	1,17	1,86
Chaouia-Ouardigha	Kenitra	4,82	3,35	6,95
	Sidi Kacem	4,28	3,31	5,05
MarrakechTensift-Al-Haouz	Benslimane	0,81	0,53	1,14
	Khouribga	1,32	0,99	1,68
	Settat	0,51	0,00	1,97
	Al Haouz	0,64	0,27	0,57
Oriental	Chichaoua	3,13	2,79	2,56
	El Kelaa des Sraghna	3,96	2,14	3,19
	Essaouira	8,12	10,70	6,29
	Marrakech-Menara	0,01	0,00	0,01
Oriental	Berkane	0,48	0,42	0,54
	Figuig	2,27	4,00	1,88
	Jerada	1,13	2,12	0,99
	Nador	1,74	1,74	2,01
	Oujda-Angad	0,24	0,02	0,42
	Taurirt	2,24	3,04	2,22

Région	Province	Intégralité du budget	50 % du budget	Intégralité du budget
		Seuil total de pauvreté	Seuil total de pauvreté	75 % du seuil de pauvreté
		% du budget		
Grand Casablanca	Casablanca	0,00	0,00	0,00
	Médiouna	-	-	-
	Mohammadia	0,00	0,00	0,00
	Nouaceur	0,00	0,00	0,00
Rabat-Salé-Zemmour-Zaer	Khemisset	0,97	0,24	2,07
	Rabat	-	-	-
	Salé	0,00	0,00	0,00
	Skhirate-Temara	0,51	0,00	0,82
Doukkala-Abda	El Jadida	3,17	2,27	2,59
	Safi	2,67	1,05	1,97
Tadla-Azilal	Azilal	2,54	2,15	1,92
	Beni Mellal	0,16	0,19	0,13
Meknes-Tafilalet	Al Ismailia	2,10	2,21	2,22
	El Hajeb	0,12	0,00	0,18
	Errachidia	11,37	16,09	10,92
	Ifrane	0,01	0,00	0,01
	Khenifra	4,11	4,88	4,27
Fes-Boulemane	Boulemane	2,05	1,97	2,30
	Fes Jdid-Dar Dbibagh	0,00	0,00	0,00
	Sefrou	1,16	1,57	1,12
	Zouagha Moualay Yacoub	1,52	1,69	1,63
Taza-Al Hoceima-Taounate	Al Hoceima	0,33	0,24	0,57
	Taounate	0,11	0,00	0,45
	Taza	5,17	5,16	5,50
Tanger-Tetouane	Chefchaouen	1,40	0,39	1,63
	Fahs-Bni-Makada	1,84	2,16	1,90
	Larache	1,14	0,88	1,45
	Tange Assilah	0,28	0,02	0,32
	Tétouan	1,42	1,34	1,52
TOTAL		100 %	100 %	100 %

■ Annexe 2: Milieu urbain et budget du scénario 1

○ **Tableau 2.1** : Impact sur la sévérité de la pauvreté (FGT2) d'un ciblage à différents niveaux de désagrégation géographique.

Plan de ciblage optimal

Zones urbaines 2004			
	Intégralité du budget Seuil total de pauvreté	50 % du budget Seuil total de pauvreté	Intégralité du budget 75 % du seuil de pauvreté
FGT2 original % du FGT2 original	0,00681	0,00681	0,00226
Transfert uniforme	53 % (100 %)	74 % (100 %)	38 % (100 %)
Niveau régional	46 % (88 %)	67 % (91 %)	31 % (80 %)
Niveau provincial	44 % (83 %)	64 % (87 %)	29 % (75 %)
Niveau communal	40 % (75 %)	60 % (81 %)	24 % (63 %)
Niveau District	19 % (35 %)	35 % (47 %)	7 % (19 %)

○ **Tableau 2.2** : Impact sur le taux de pauvreté (FGT0) d'un ciblage à différents niveaux de désagrégation géographique.

Plan de ciblage optimal

Zones urbaines 2004			
	Intégralité du budget Seuil total de pauvreté	50 % du budget Seuil total de pauvreté	Intégralité du budget 75 % du seuil de pauvreté
FGT0 original % du FGT0 original	0,0801	0,0801	0,0330
Transfert uniforme	72 % (100 %)	86 % (100 %)	59 % (100 %)
Niveau régional	68 % (94 %)	83 % (96 %)	52 % (89 %)
Niveau provincial	66 % (92 %)	81 % (95 %)	50 % (85 %)
Niveau communal	63 % (88 %)	79 % (92 %)	46 % (78 %)
Niveau District	46 % (63 %)	65 % (76 %)	21 % (36 %)

○ **Tableau 2.3** : Impact sur la sévérité de la pauvreté (FGT2) d'un ciblage à différents niveaux de désagrégation géographique.

Plan de ciblage «naïf»

Zones urbaines 2004			
	Intégralité du budget Seuil total de pauvreté	50 % du budget Seuil total de pauvreté	Intégralité du budget 75 % du seuil de pauvreté
FGT2 original % du FGT2 original	0,00681	0,00681	0,00226
Transfert uniforme	53 %	74 %	38 %
Niveau régional	76 %	78 %	86 %
Niveau provincial	78 %	79 %	83 %
Niveau communal	76 %	76 %	81 %
Niveau District	499 %	49 %	57 %

Plan de ciblage «naïf»

○ **Tableau 2.4 :** Impact sur le taux de pauvreté (FGT0) d'un ciblage à différents niveaux de désagrégation géographique.

Zones urbaines 2004			
	Budget de référence Seuil de pauvreté de référence	50 % du budget Seuil de pauvreté de référence	Budget de référence 75 % du seuil de pauvreté
FGT2 original % du FGT2 original	0,0801	0,0801	0,0330
Transfert uniforme	72 %	86 %	59 %
Niveau régional	80 %	84 %	89 %
Niveau provincial	83 %	84 %	87 %
Niveau communal	81 %	82 %	88 %
Niveau District	65 %	66 %	71 %

○ **Tableau 2.5 :** Coût du ciblage optimal en % du coût du transfert uniforme à divers niveaux de désagrégation géographique.

Zones urbaines 2004	
Transfert uniforme	100 %
Région	82,0 %
Province	73,4 %
Commune	64,5 %
District	23,0 %

○ **Tableau 2.6** : Distribution provinciale des ressources budgétaires avec un ciblage "optimal" au niveau du district.

Région	Province	Intégralité du budget	50 % du budget	Intégralité du budget
		Seuil total de pauvreté	Seuil total de pauvreté	75 % du seuil de pauvreté
		% du budget		
Oued Ed-Dahab-Lagouira	Aousserd	0,0000	0,0000	0,0000
	Oued Ed-Dahab	0,0628	0,0499	0,0312
Laayoune-Boujda-Sakia El Hamra	Boujdour	0,1035	0,0063	0,1358
	Laayoune	0,4988	0,5925	0,5032
	Assa-Zag	0,1385	0,0623	0,1636
	Es-Semara	0,2383	0,3263	0,2085
Guelmim-Es-Smara	Guelmim	1,1034	1,1150	1,0998
	Tan-Tan	0,4321	0,2567	0,4874
	Tata	0,4411	0,4683	0,4241
Souss –Massa Draa	Agadir-Ida ou Tanane	1,9032	2,2281	1,8562
	Chtouka Ait Baha	0,2059	0,1090	0,2259
	Inezgane Ait Melloul	2,2009	1,7281	2,3768
	Ouarzazate	0,8493	0,6565	0,8634
	Taroudant	1,3122	1,1445	1,3506
	Tiznit	0,2044	0,1638	0,2219
	Zagora	0,3690	0,2655	0,3899
Gharb-Chrarda-Béni Hssen	Kenitra	6,1400	8,3391	5,5691
	Sidi Kacem	2,0688	2,0639	2,1079
Chaouia-Ouardigha	Benslimane	0,3554	0,2907	0,3840
	Khouribga	2,3024	2,1935	2,3351
	Settat	2,0087	1,7074	2,0406
MarrakechTensift-Al-Haouz	Al Haouz	0,6078	0,5754	0,6109
	Chichaoua	0,7756	1,0475	0,6916
	El Kelaa des Sraghna	2,7374	3,2991	2,5384
	Essaouira	1,2450	1,4229	1,1611
	Marrakech-Menara	6,9347	6,5466	7,0183
Oriental	Berkane	1,1301	1,0140	1,1629
	Figuig	0,4755	0,4340	0,4623
	Jerada	0,6734	0,6635	0,6427
	Nador	3,1112	2,9897	3,1753
	Oujda-Angad	2,6137	2,4994	2,6775
	Taourirt	1,8877	2,4671	1,7246

Région	Province	Intégralité du budget Seuil total de pauvreté	50 % du budget Seuil total de pauvreté	Intégralité du budget 75 % du seuil de pauvreté
		% du budget		
Grand Casablanca	Casablanca	5,9665	6,1023	6,3198
	Médiouna	0,7966	0,9403	0,7341
	Mohammadia	1,1408	1,3647	1,0618
	Nouaceur	0,3118	0,3022	0,3016
Rabat-Salé-Zemmour-Zaer	Khemisset	1,8439	1,8463	1,8263
	Rabat	1,4966	1,5203	1,5059
	Salé	3,8160	3,5303	3,7849
	Skhirate-Temara	2,9060	4,0686	2,5357
Doukkala-Abda	El Jadida	2,0346	2,1450	2,0620
	Safi	2,6404	2,5051	2,6893
Tadla-Azilal	Azilal	0,4346	0,2725	0,4674
	Beni Mellal	2,9335	2,3660	3,1029
Meknes-Tafilalet	Al Ismailia	3,5821	3,1393	3,6557
	El Hajeb	0,9420	0,9924	0,9199
	Errachidia	1,2955	1,0270	1,2787
	Ifrane	0,5528	0,4978	0,5734
	Khenifra	2,7196	2,7002	2,6773
Fes-Boulemane	Boulemane	0,5430	0,5935	0,5032
	Fes Jdid-Dar Dbibagh	6,3347	4,7654	6,5880
	Sefrou	6,3347	0,9408	1,007
	Zouagha Moualay Yacoub	0,0478	0,0526	0,0413
Taza-Al Hoceima-Taounate	Al Hoceima	0,4493	0,3468	0,4936
	Taounate	0,3270	0,2574	0,3603
	Taza	1,1600	1,1954	1,1777
Tanger-Tetouane	Chefchaouen	0,2410	0,1823	0,2533
	Fahs-Bni-Makada	-	-	-
	Larache	1,7916	2,0704	1,7474
	Tange Assilah	5,3503	5,4818	5,3899
	Tétouan	2,2289	2,0663	2,3077
TOTAL		100 %	100 %	100 %

➤ Note : La province Fahs-Bni Mkada n'a pas de zones urbaines.

○ **Tableau 2.7 :** Distribution provinciale des ressources budgétaires avec un ciblage "optimal" au niveau de la commune.

Région	Province	Intégralité du budget	50 % du budget	Intégralité du budget
		Seuil total de pauvreté	Seuil total de pauvreté	75 % du seuil de pauvreté
		% du budget		
Oued Ed-Dahab-Lagouira	Aousserd	0,00	0,00	0,00
	Oued Ed-Dahab	0,00	0,00	0,00
Laayoune-Boujda-Sakia El Hamra	Boujdour	0,00	0,00	0,00
	Laayoune	0,00	0,00	0,26
	Assa-Zag	0,08	0,03	0,10
Guelmim-Es-Smara	Es-Semara	0,31	0,30	0,26
	Guelmim	1,20	1,27	1,17
	Tan-Tan	0,29	0,00	0,28
	Tata	0,38	0,46	0,31
Souss –Massa Draa	Agadir-Ida ou Tanane	1,95	0,38	2,36
	Chtouka Ait Baha	0,09	0,00	0,11
	Inezgane Ait Melloul	1,54	0,79	1,77
	Ouarzazate	0,62	0,45	0,55
	Taroudant	0,98	0,58	1,07
	Tiznit	0,05	0,02	0,08
Gharb-Chrarda-Béni Hssen	Zagora	0,31	0,21	0,28
	Kenitra	10,06	15,30	8,63
Chaouia-Ouardigha	Sidi Kacem	2,30	2,57	2,18
	Benslimane	0,25	0,17	0,29
	Khouribga	2,42	2,36	2,43
MarrakechTensift-Al-Haouz	Settat	1,84	1,96	1,78
	Al Haouz	0,55	0,66	0,47
	Chichaoua	0,78	1,23	0,63
	El Kelaa des Sraghna	2,76	4,14	2,24
	Essaouira	1,38	1,97	1,21
Oriental	Marrakech-Menara	7,99	8,65	7,72
	Berkane	1,30	1,09	1,39
	Figuig	0,52	0,53	0,47
	Jerada	0,59	0,66	0,50
	Nador	2,62	2,40	2,50
	Oujda-Angad	3,25	2,17	3,77
	Taourirt	2,62	4,29	2,23

Région	Province	Intégralité du budget	50 % du budget	Intégralité du budget
		Seuil total de pauvreté	Seuil total de pauvreté	75 % du seuil de pauvreté
		% du budget		
Grand Casablanca	Casablanca	2,23	1,30	2,57
	Médiouna	0,86	1,11	0,70
	Mohammadia	1,06	0,31	1,31
	Nouaceur	0,28	0,33	0,23
Rabat-Salé-Zemmour-Zaer	Khemisset	2,20	2,25	2,14
	Rabat	0,60	0,08	1,28
	Salé	4,00	5,46	5,18
	Skhirate-Temara	4,66	2,94	5,18
Doukkala-Abda	El Jadida	2,26	1,84	2,52
	Safi	2,77	1,48	2,98
Tadla-Azilal	Azilal	0,23	0,00	0,27
	Beni Mellal	2,15	1,23	2,37
Meknes-Tafilalet	Al Ismailia	3,50	1,68	3,93
	El Hajeb	1,03	1,27	0,93
	Errachidia	1,05	0,77	0,91
	Ifrane	0,43	0,29	0,42
	Khenifra	2,61	2,93	2,40
Fes-Boulemane	Boulemane	0,62	0,79	0,53
	Fes Jdid-Dar Dbibagh	5,88	5,75	6,06
	Sefrou	0,79	0,85	0,75
	Zouagha Moualay Yacoub	0,05	0,06	0,03
Taza-Al Hoceima-Taounate	Al Hoceima	0,19	0,15	0,21
	Taounate	0,22	0,12	0,22
	Taza	0,91	1,27	1,19
Tanger-Tetouane	Chefchaouen	0,10	0,07	0,13
	Fahs-Bni-Makada	-	-	-
	Larache	2,25	2,52	2,11
	Tange Assilah	6,75	7,88	6,49
	Tétouan	1,30	0,62	1,84
TOTAL		100 %	100 %	100 %

➤ Note : La province Fahs-Bni Mkada n'a pas de zones urbaines.

■ Annexe 3: Milieu urbain et budget du scénario 2.

○ **Tableau 3.1** : Impact sur la sévérité de la pauvreté (FGT0) d'un ciblage à différents niveaux de désagrégation géographique.

Milieu urbain - FGT0 initial=0,080133			
Type de localité	Transfert uniforme	Ciblage optimale	Ciblage naïf
Régional		0,074519	0,074461
Provincial	0,067577	0,073929	0,073770
Communal		0,073143	0,072720
District		0,067471	0,068024

○ **Tableau 3.2** : Impact sur le taux de pauvreté (FGT0), des plans de ciblage à différents niveaux de désagrégation géographique.

Milieu urbain en % du taux initial			
Type de localité	Transfert uniforme	Ciblage optimale	Ciblage naïf
Régional		93%	93%
Provincial	95%	92%	92%
Communal		91%	91%
District		82%	85%

○ **Tableau 3.3** : Impact sur la sévérité de la pauvreté (FGT2) d'un ciblage à différents niveaux de désagrégation géographique.

Milieu urbain - FGT2 initial=0,0068089			
Type de localité	Transfert uniforme	Ciblage optimale	Ciblage naïf
Régional		0,0057837	0,0058118
Provincial	0,0061203	0,0056308	0,0057029
Communal		0,0054318	0,0055764
District		0,0039769	0,0041977

○ **Tableau 3.4** : Impact sur la sévérité de la pauvreté (FGT2), des plans de ciblage à différents niveaux de désagrégation géographique.

Milieu urbain en % du FGT2 initial			
Type de localité	Transfert uniforme	Ciblage optimale (*)	Ciblage naïf
Régional		85%	85%
Provincial	95%	83%	84%
Communal		80%	82%
District		58%	62%

➤ Note (*) : Ces proportions de réduction de FGT2 sont utilisées pour mesurer la distance entre le ciblage parfait (100% de réduction de FGT2) et le ciblage optimal. le transfert du budget fixé au scénario 2 (0,7% du PIB de 2004) aux ménages pauvres selon un ciblage parfait donnerait lieu à un FGT2 pratiquement nul pendant une année entière.

■ **Annexe 4: Milieu rural et budget du scénario 2.**

○ **Tableau 4.1 :** Impact sur le Taux de pauvreté (FGT0) des plans de ciblage à différents niveaux de désagrégation géographique.

Milieu rural - FGT0 initial=0,22760			
Type de localité	Transfert uniforme	Ciblage optimale	Ciblage naïf
Régional		0,19572	0,19544
Provincial	0,19849	0,19031	0,19021
Communal		0,18253	0,18319
District		0,18061	0,18297

○ **Tableau 4.2 :** Impact sur le taux de pauvreté (FGT0), des plans de ciblage à différents niveaux de désagrégation géographique.

Milieu rural en % du taux initial			
Type de localité	Transfert uniforme	Ciblage optimale	Ciblage naïf
Régional		86%	86%
Provincial	87%	84%	84%
Communal		80%	80%
District		79%	80%

○ **Tableau 4.3 :** Impact sur la sévérité de la pauvreté (FGT2) d'un ciblage à différents niveaux de désagrégation géographique.

Milieu rural - FGT2 initial=0,020314			
Type de localité	Transfert uniforme	Ciblage optimale	Ciblage naïf
Régional		0,013811	0,014297
Provincial	0,014973	0,012250	0,013065
Communal		0,009819	0,010836
District		0,009045	0,010133

○ **Tableau 4.4 :** Impact sur la sévérité de la pauvreté (FGT2), des plans de ciblage à différents niveaux de désagrégation géographique.

Milieu rural en % du FGT2 initial			
Type de localité	Transfert uniforme	Ciblage optimale (*)	Ciblage naïf
Régional		68%	70%
Provincial	74%	60%	64%
Communal		48%	53%
District		45%	50%

⤷ **Note (*) :** Ces proportions de réduction de FGT2 sont utilisées pour mesurer la distance entre le ciblage parfait (100% de réduction de FGT2) et le ciblage optimal. le transfert du budget fixé au scénario 2 (0,7% du PIB de 2004) aux ménages pauvres selon un ciblage parfait donnerait lieu à un FGT2 pratiquement nul pendant une année entière.

○ **Tableau 4.5 :** Distribution provinciale des ressources budgétaires avec un ciblage "optimal" au niveau de la district.

Budget du scénario 2.

Région	Province	Milieu urbain	Milieu rural
		% du budget	
Oued Ed-Dahab-Lagouira	Aousserd	0,0000	0,00
	Oued Ed-Dahab	0,0359	0,00
Laayoune-Boujda-Sakia El Hamra	Boujdour	0,0000	0,00
	Laayoune	0,5308	0,00
	Assa-Zag	0,0114	0,11
	Es-Semara	0,3863	0,00
Guelmim-Es-Smara	Guelmim	0,7735	0,70
	Tan-Tan	0,0278	0,05
	Tata	0,2372	0,65
	Agadir-Ida ou Tanane	2,5494	0,12
Souss –Massa Draa	Chtouka Ait Baha	0,0055	1,59
	Inezgane Ait Melloul	0,7995	0,15
	Ouarzazate	0,3015	6,84
	Taroudant	0,6690	5,15
	Tiznit	0,0715	1,93
	Zagora	0,1119	2,02
Gharb-Chrarda-Béni Hssen	Kenitra	14,1683	5,03
	Sidi Kacem	1,8758	4,14
Chaouia-Ouardigha	Benslimane	0,1913	0,77
	Khouribga	2,3121	1,19
	Settat	1,6098	0,74
	Al Haouz	0,3692	0,86
MarrakechTensift-Al-Haouz	Chichaoua	1,3171	3,04
	El Kelaa des Sraghna	3,2693	3,95
	Essaouira	1,7707	8,12
	Marrakech-Menara	6,3478	0,08
	Berkane	1,0689	0,50
Oriental	Figuig	0,4073	2,41
	Jerada	0,4035	1,40
	Nador	1,6237	1,66
	Oujda-Angad	2,6299	0,21
	Taurirt	3,7205	2,26

Région	Province	Milieu urbain	Milieu rural
		% du budget	
Grand Casablanca	Casablanca	4,5597	-
	Médiouna	0,7755	0,00
	Mohammadia	1,4858	0,01
	Nouaceur	0,2406	0,01
Rabat-Salé-Zemmour-Zaer	Khemisset	1,8773	1,11
	Rabat	1,8109	-
	Salé	4,5202	0,44
	Skhirate-Temara	5,5700	0,05
Doukkala-Abda	El Jadida	2,1343	3,14
	Safi	2,3397	2,50
Tadla-Azilal	Azilal	0,0450	2,36
	Beni Mellal	1,2671	0,23
Meknes-Tafilalet	Al Ismailia	2,7821	1,91
	El Hajeb	0,9687	0,13
	Errachidia	0,4760	11,12
	Ifrane	0,3225	0,04
	Khenifra	2,1464	4,10
	Boulemane	0,5940	1,95
Fes-Boulemane	Fes Jdid-Dar-Dbibagh	3,8312	0,00
	Sefrou	0,7105	1,14
	Zouagha Moualay Yacoub	0,0410	1,43
Taza-Al Hoceima-Taounate	Al Hoceima	0,1241	0,50
	Taounate	0,1896	0,56
	Taza	1,5205	5,18
Tanger-Tetouane	Chefchaouen	0,0621	1,54
	Fahs-Bni-Makada	-	1,88
	Larache	2,5398	1,30
	Tange Assilah	6,0678	0,27
	Tétouan	1,4013	1,43
TOTAL		100 %	100 %

➤ Note : La province Fahs-Bni Mkada n'a pas de zones urbaines. Celles de Rabat et de Casablanca n'ont pas de zones rurales.

■ Annexe 5: Méthode de simulation de l'impact d'un ciblage géographique «optimal».

Le ciblage optimal a été fondé sur la minimisation de la sévérité de la pauvreté (mesure FGT2). Il implique que, après les transferts, un groupe de localités partage le même indice volumétrique (maximum) de la pauvreté dans le pays. Le niveau des transferts allant à chaque localité est déterminé comme suit :

On considère le budget minimum $S(G)$ requis pour faire reculer l'indice volumétrique de toutes les localités au niveau maximum G/z . Ceci équivaut à transférer un montant $a_c(G)$ aux localités ayant des indices volumétriques pré-transfert supérieurs à G/z , tels que :

$$G_c(a_c(G)) = G$$

Une fois que $S(G)$ est calculé, nous ajustons simplement G jusqu'à ce que $S(G)$ soit égal au budget donné original pour les transferts S . Pour mettre ce plan en œuvre nous devons résoudre l'équation suivante pour a_c où y est le niveau de dépense:

$$G = \int_0^z (z - y - a_c)^+ dF_c(y) \quad (A1)$$

Dans ce qui suit nous abandonnons l'indice de localité c pour faciliter la notation. En se servant d'une intégration par parties, on montre que :

$$G(a) = \int_0^z (z - y - a)^+ dF(y) = \int_0^{z-a} F(y) dy. \quad (A2)$$

Il s'agit de calculer la surface en dessous de la distribution de dépenses entre les niveaux de dépenses $y=0$ et $y=z-t$, pour des valeurs de t à z . Au lieu de calculer $G(t)$ exactement, nous utilisons une simple approximation. Pour cela, nous scindons l'intervalle $[0,z]$ en n segments égaux et nous assumons que le logiciel de « cartographie de la pauvreté » a généré les indices numériques anticipés pour les seuils de pauvreté $z k/n$, où $k=0, \dots, n$. En d'autres termes nous avons un tableau pour $F(z k/n)$. En se servant du tableau nous approximations $F(y)$ par l'interpolation linéaire pour y entre les valeurs du tableau. Avec la distribution approximée des dépenses, il est facile de trouver une solution pour les transferts en fonction de G . En pratique, nous trouvons que $n=20$ donne des résultats suffisamment précis¹⁴.

Le cadre informatique est le suivant (à noter que la numérotation que nous adoptons implique d'aller de z dans la direction de 0 plutôt qu'inversement). Définissons $b_0=0$, et pour $k=1, \dots, n$, b_k comme étant la surface en dessous de la distribution (approximée) des dépenses entre $z-kz/n$ et $z-(k-1)z/n$, divisé par z :

$$b_k = \frac{1}{2n} (F(z - kz/n) + F(z - (k-1)z/n)) \quad (A3)$$

Soit g_0 l'indice volumétrique original, $g_0=G(0)/z$. Pour $k=1, \dots, n$, posons :

Les g_k sont les indices volumétriques de la distribution approximée des dépenses pour des seuils de pauvreté successivement inférieurs $z-kz/n$. Soit a_k le transfert par habitant nécessaire pour faire reculer le seuil de pauvreté à $z-kz/n$:

$$g_k = g_{k-1} - b_k \quad (A4)$$

Nous pouvons maintenant procéder à la résolution des transferts par tête en tant que fonction de l'indice volumétrique recherché $g < g_0$:

$$a_k = kz/n \quad (A5)$$

Trouvons k de sorte que :

$$g_{k+1} \leq g < g_k$$

Les transferts par habitant donnant lieu à un indice volumétrique g sont:

$$a(g) = a_k + \frac{g_k - g}{g_k - g_{k+1}} \cdot \frac{z}{n} \quad (A6)$$

Ce modèle peut être mis en œuvre en se servant d'un logiciel tableur standard.

¹⁴D'autres modèles d'interpolation sont possibles. Par exemple, si l'indice volumétrique est donné aux valeurs de tableau zk/n un calcul encore plus simple est possible. Souvent le logiciel de cartographie de la pauvreté donnera des percentiles de la distribution des dépenses. Ceux-ci peuvent aussi être utilisés pour l'interpolation, mais les formules sont plus encombrantes, les percentiles n'étant pas également espacés.

POINT SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE NATIONALE EN 2007 ET PERSPECTIVES 2008

Par le HCP

Le Haut Commissariat au Plan a publié, au mois de juin 2008, les résultats détaillés des comptes provisoires de la nation pour l'année 2007. Cette publication a été également l'occasion pour apporter des révisions aux premières estimations fournies pour les comptes semi- définitifs de l'année 2006 et une rétopolation des comptes chaînés par référence à l'année 1998.

Cette présentation se propose d'analyser la situation économique du pays, en 2007, par référence aux acquis réalisés une année plus tôt. Il projette également de tracer les estimations de croissance de l'économie marocaine au cours de l'année 2008.

L'analyse est basée essentiellement sur un examen approfondi des comptes de la nation récemment publiés. Elle se réfère également aux résultats des enquêtes trimestrielles et des travaux de suivi et d'analyse de conjoncture menés par le Haut Commissariat au Plan, tout en intégrant les résultats de simulation de l'impact des dispositions fiscales, budgétaires et des fluctuations de l'environnement international, relevées pour l'année 2008. La première partie met le point sur le profil économique du pays en 2007. Elle explicite l'évolution de la demande intérieure et son apport dans le maintien de la croissance économique du pays. Les effets sur le système productif national et la situation du financement de l'économie seront analysés dans la deuxième et troisième parties. Enfin, la dernière partie sera consacrée aux perspectives d'évolution de l'économie marocaine en 2008.

UNE CROISSANCE ECONOMIQUE SOUTENUE, GRACE AU BON COMPORTEMENT DE LA DEMANDE INTERIEURE

Au cours de ces dernières années, l'économie marocaine a évolué à un rythme soutenu. En 2007, et en dépit d'un contexte de contre-performance du secteur agricole et de morosité de la conjoncture internationale, le produit intérieur brut a enregistré un affermissement de 2,7%, après 7,8% en 2006.

L'orientation favorable de l'économie marocaine, en dépit de l'importance des chocs internes et externes qu'elle a subis en 2007, tient, entre autres, aux efforts publics pour un maintien de la stabilité des prix des produits énergétiques. L'enveloppe budgétaire consacrée aux produits subventionnés s'est élevée à près de 16 milliards de dhs, soit une hausse de 22,9% par rapport à 2006. En outre, la fermeté de la demande intérieure, constatée depuis plus de trois années, a contribué à entretenir la croissance économique globale. Le marché local, a joué un rôle de premier plan dans la création des richesses et la dynamisation de l'activité économique. Il a également amorti l'impact des chocs extérieurs.

La formation brute de capital fixe a été l'élément le plus dynamique de la demande intérieure. La consommation finale globale a soutenu également la croissance économique, alors que les exportations de biens et services, bien qu'elles aient évolué positivement, elles n'ont pas pu atténuer le bondissement des importations.

L'investissement a fortement crû...

Le mouvement ascendant de l'investissement, amorcé en 2005, s'est poursuivi en 2007. La formation brute du capital fixe (FBCF) a augmenté de 14,3%, contre 9,7% en 2006 et 7,4% en 2005. Sa contribution à la croissance économique s'est établie à près de 4 points, dépassant pour la première fois celle de la consommation finale. Le taux d'investissement s'est, ainsi, élevé à 31,3%, au lieu de 28,1% en 2006 et 27,5% en 2005. Ce renforcement traduit un effort de rattrapage et une volonté nationale pour une modernisation de l'appareil productif, ce qui laisse augurer d'une relative confiance des opérateurs privés quant aux potentialités de croissance de l'économie nationale.

Les secteurs qui ont le plus contribué à l'évolution de la FBCF en 2007, ont été le BTP et l'industrie. Les investissements, qui leur ont été adressés, ont réalisé des progressions de 15,6% et 15,1% respectivement. En revanche, le secteur de l'agriculture, ayant connu une mauvaise conjoncture liée notamment aux conditions climatiques défavorables, a vu sa FBCF régresser de 10,1% en 2007.

Tableau 1 :
Volume de la FBCF, prix de l'année précédente, évolutions annuelles en %

Secteurs	2005	2006	2007
Agriculture, forêt et services annexes	-15,6	-3,6	-10,1
Industrie	11,8	8,5	15,1
Bâtiment et travaux publics	5,2	9,1	15,6
Services	6,3	31,3	7,2
TOTAL	7,4	9,7	14,3

Source : Direction de la Comptabilité Nationale.

L'orientation favorable de l'investissement s'est accompagnée par une amélioration de la situation de l'emploi en 2007, l'économie nationale a créé quelque 128 mille emplois nets. Le taux de chômage a quasiment stagné, en dépit d'une perte d'environ 18 mille postes dans les campagnes suite à la sécheresse. Le BTP, l'industrie et les services ont été les principaux pourvoyeurs de l'emploi urbain.

...et la consommation a maintenu son orientation favorable....

L'amélioration de l'emploi et l'augmentation des salaires ont alimenté la croissance de la masse salariale globale, permettant, ainsi, de préserver le pouvoir d'achat des ménages et induire une hausse de 3,8% de leurs dépenses de consommation. Cette augmentation reste compatible avec la prolifération non encore accentuée des tensions inflationnistes. En effet, l'impact du surcroît de l'inflation est resté limité en 2007 : la croissance de l'indice du coût de la vie s'est établie à 2,2%, contre 3,3% en 2006.

La décomposition de la consommation privée par catégorie de produits a montré que les activités financières, celles des assurances et des services de « l'éducation

4,2 points à la croissance économique globale. En 2006, le déficit commercial n'a pas dépassé les 31,6 milliards de DH. Le taux de couverture des importations par les exportations s'est également détérioré. Entre 2005 et 2007, il a marqué un recul de 5,5 points, passant de 85,2% à 79,7%.

Tableau 2 :

Volume des dépenses de consommation finale (Évolution annuelle en %)

Rubriques	2005	2006	2007
Dépenses de consommation finale	2,6	5,9	3,9
-Ménages	2,3	6,9	3,8
-Administrations publiques	3,5	2,9	4,4

Les exportations ont progressé de 5,2% en 2007, contre 11,6% une année plus tôt, suite à une demande étrangère moins vigoureuse. Ce faible dynamisme suggère des faiblesses structurelles, tenant compte essentiellement de la spécialisation marocaine. Le ralentissement a été particulièrement prononcé au niveau des expéditions des minerais, des produits de la pêche et de l'agro-industrie. Par contre, les importations ont bondi : leur croissance est passée de 8,2%, en 2006 à 15%, une année plus

Source : Direction de la Comptabilité Nationale.

et la santé » ont le plus profité de la consolidation des dépenses des ménages. Les achats de biens manufacturés ont continué de croître, à l'exception de ceux des vêtements qui ont décéléré, après une forte progression en 2006. La consommation de produits agricoles a, à l'inverse, affiché un recul de 13,7%, suite à la contraction des revenus ruraux, en plus de la montée des prix de certains produits frais, notamment ceux des fruits.

La consommation finale des administrations publiques, quoiqu'elle n'intervienne que pour une faible part dans la formation du PIB, a évolué plus rapidement que celle des ménages. Sa croissance a atteint 4,4%, au lieu de 2,9% et 3,5% enregistrées respectivement en 2006 et en 2005.

....alors que le commerce extérieur a été bridé par l'accroissement des importations....

La balance des transactions commerciales du Maroc en biens et services est structurellement déficitaire, en raison notamment d'une évolution disproportionnée entre les importations et les exportations de marchandises. Ce déficit, qui s'accroît d'année en année, affecte négativement la croissance économique. En 2007, les transactions de biens et services, effectuées entre le Maroc et le reste du monde, ont généré un déficit commercial de 56,2 milliards de DH en valeur, soustrayant près de

Tableau 3 :

balance commerciale, prix courants (millions de dhs)

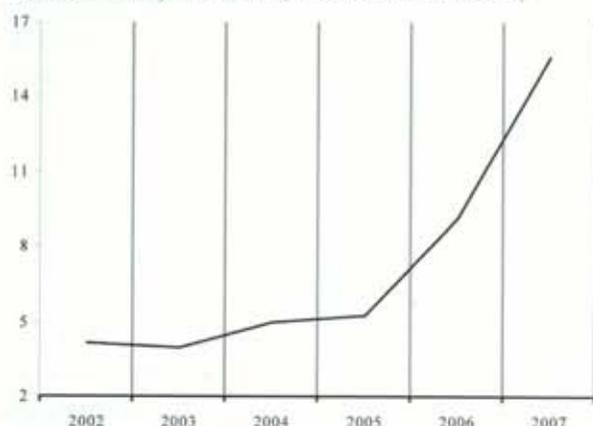
Rubriques	2005	2006	2007
Transactions totales	370 584	426 543	496 779
Exportations	170 513	197 459	220 302
Importations	200 071	229 084	276 477
Déficit commercial	-29 558	-31 625	-56 175
Taux de couverture en %	85.2	86.2	79.7

Source : Direction de la Comptabilité Nationale.

tard. L'affermissement de l'investissement industriel et la faiblesse de l'offre de produits alimentaires et énergétiques, ont stimulé la demande de produits importés. La hausse des prix internationaux des matières premières, se confirmant depuis le début de l'année, a constitué un autre facteur de majoration de la valeur des importations. Pour les produits agricoles, l'affermissement des prix à l'importation a atteint 24,4%, en comparaison avec l'année 2006.

Le système productif favorisé par la consolidation de la demande intérieure

Graphique 2: formation brute de capital fixe du secteur BTP, en volume (Evolutions annuelles en %)

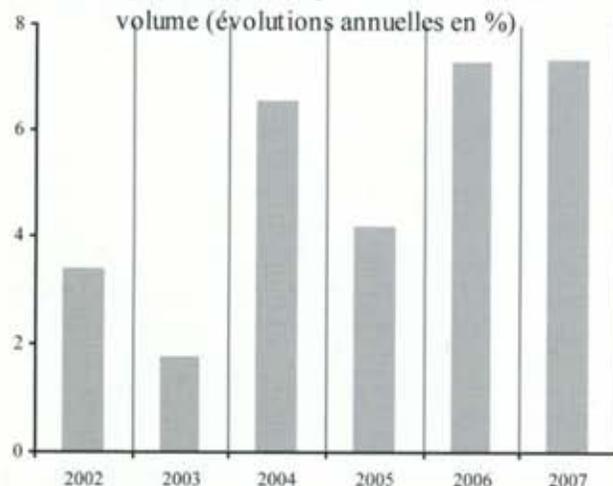


Source : Direction de la Comptabilité Nationale-HCP.

La structure de la production nationale par produit s'est inscrite dans la trajectoire économique des années antérieures. La part de la production agricole dans la production totale a continué sa descente, passant de 16,1% en 2003 à 12,6 % en 2007. Celle de la branche industrielle s'est repliée de 2,2 points au cours de la même période, alors que la part des services marchands a gagné 3,7 points, s'établissant à 19,7%. Au cours des dix dernières années, les fluctuations de la demande étrangère et la succession des années de sécheresse se sont traduites par une baisse progressive de la contribution des secteurs primaire et secondaire, au profit des activités tertiaires. Cette situation incombe essentiellement à la vigueur de la demande intérieure, qui soutient principalement les services marchands. A l'inverse, l'on constate une réduction de la part du secteur secondaire, notamment les mines et, dans une moindre mesure, l'industrie, du fait notamment de la vulnérabilité de ces secteurs face aux flottements de la conjoncture internationale.

La production pilotée par le BTP et les services

Graphique 4: dépenses de consommation des ménages relatives aux produits de services, en volume (évolutions annuelles en %)



Source : Direction de la Comptabilité Nationale-HCP.

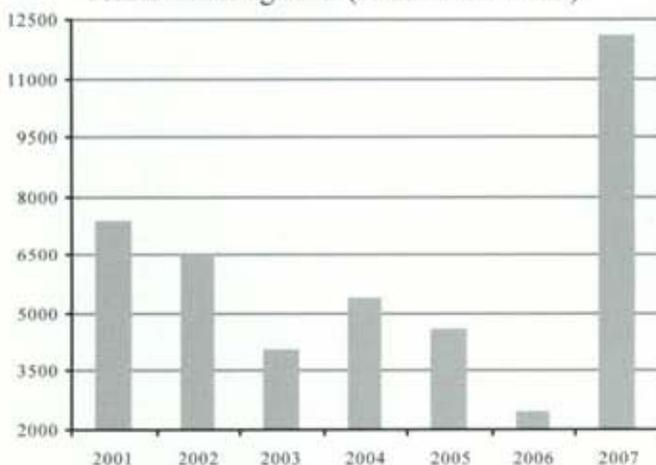
Au-delà des fluctuations apportées à sa composition, la production nationale, évaluée aux prix de l'année précédente, a enregistré un affermissement de 3,2 % en 2007, contre 6,2% une année plus tôt. Tout comme en 2005, cette décélération de la croissance tient principalement au recul de la production agricole. La valeur ajoutée des autres secteurs marchands a, quant à elle, progressé de 6,5%, en variation annuelle, contre 4,9% en 2006. Avec une contribution respective de 0,7 et 1,3 points à la croissance économique globale, les activités du « bâtiment et travaux publics » et des services marchands restent les principaux moteurs de la croissance en 2007.

La valeur ajoutée du BTP a crû de 11,1%, contribuant une nouvelle fois fortement à la croissance économique. Depuis plus de cinq ans, le secteur de la construction a maintenu une évolution robuste, dopée par un engouement sans précédent pour l'immobilier. Ce phénomène a été favorisé par l'amélioration des conditions de financement. Le déficit de l'offre de logement et la politique de relance de l'Etat

pour une résorption de l'habitat insalubre ont stimulé la demande des ménages. De facto, les investissements adressés au secteur se sont envolés de 15,6% au terme de l'année 2007. Cette accélération recouvre un dynamisme marqué des travaux publics (lié à une demande toujours favorable de la part des administrations publiques) et une amélioration du bâtiment (qui est le fait des entreprises et des ménages).

Au niveau des services marchands, la valeur ajoutée a progressé de 8,1% en volume, après 7,3% en 2006. Tout comme les années antérieures, les services continuent de soutenir l'activité globale, profitant de l'amélioration de la demande finale. Les deux branches d'activité où les taux de croissance ont été les plus forts relèvent des activités des assurances et des services rendus aux entreprises. Ces dernières ont contribué pour 6,2 et 6 points respectivement à la croissance de l'ensemble des services marchands. La filière « hôtels-restaurants » a affiché une croissance timide, s'établissant à 4,1% en 2007, après 9%, 7,8% et 8,7% respectivement en 2004, 2005 et 2006. Cette décélération est due principalement à un ralentissement des nuitées touristiques au niveau des hôtels classés. L'organisation de la Coupe du monde de rugby a eu un effet positif sur l'activité touristique française, mais a

Graphique 3: déficit de la balance commerciale agricole (en millions de dhs)



Source: Direction de la Comptabilité Nationale, élaboration des auteurs...

contenu, en contrepartie les arrivées de touristes étrangers, au niveau marocain.

Le dynamisme des activités de services marchands s'explique essentiellement par l'augmentation des dépenses des ménages y afférents. En 2007, les services ont

représenté près de 22% des produits consommés, contre 18% sept ans plus tôt. La demande intérieure adressée à ce genre d'activité s'est accrue progressivement au cours des dernières années, parallèlement à l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages. Cette situation a suscité également un développement des importations, qui ont d'ailleurs, enregistré une hausse de 7,2%, en comparaison avec 2006. Dans le même sillage, les investissements correspondants aux activités de services ont sensiblement évolué en 2007. Leur croissance a atteint 7% par rapport à 2006.

L'agriculture perturbée par les fluctuations climatiques.

La production agricole a enregistré un fléchissement de 20,3%, en 2007. Les conditions climatiques difficiles, ayant marqué le début et la fin de la campagne, ont amputé les résultats des principales cultures. La récolte céréalière n'a pas dépassé les 25 millions de qx, soit une chute de 73% par rapport à 2006, et de 65% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Il en est de même pour les légumineuses, dont la baisse de la production a avoisiné 58%, en variation annuelle. Les produits maraîchers et les agrumes semblent avoir résisté aux effets du déficit pluviométrique, grâce notamment à l'irrigation. Par contre, les cultures fourragères ont vu leur production reculer nettement.

Le fléchissement de la production agricole s'est traduit par un fort mouvement de déstockage et a entraîné une nouvelle contraction du volume des investissements agricoles (-10,1% en 2007, après -3,6% et -15,6% respectivement en 2005 et 2006). Force est de constater que depuis plus de dix ans, l'investissement agricole a amorcé une tendance baissière, qui semble se renforcer au cours des campagnes sèches. Ce mouvement est principalement le fait de la décélération des dépenses publiques, destinées en grande partie, à la gestion de l'irrigation. A l'inverse, une volonté privée de développement des potentialités de production agricole a été constatée en 2007, comme en témoigne le renforcement des importations des équipements agricoles (+ 31% en 2007).

Le déficit commercial agricole s'est fortement creusé en 2007, après une sensible baisse en 2006. Le volume des exportations a affiché une croissance modeste (0,3%),

axé essentiellement sur les expéditions des agrumes et des primeurs. La décélération de la demande européenne, principal marché à l'export, et certaines perturbations de l'offre, notamment au niveau des primeurs expliquent ce ralentissement. A l'inverse, les importations ont enregistré une hausse de 61,3%, subissant l'effet de la faiblesse des disponibilités locales, suite à la sécheresse. Globalement, le déficit de la balance commerciale agricole, comptabilisé aux prix courants, s'est établi à 12,1 milliards de dhs en 2007, contre 2,45 milliards seulement en 2006.

L'industrie qui a conservé son rythme de croissance...

L'impact de la situation agricole peu favorable, en 2007, a été ressenti au niveau de certaines activités. C'est ainsi que la production des industries agroalimentaires a vu son rythme de croissance passer de 2,4%, en 2006, à 1,4% une année plus tard, subissant l'effet conjugué de deux facteurs. D'une part, les ventes locales ont enregistré une performance notable, qui a dépassé de 4 points la croissance moyenne des cinq dernières années. D'autre part, la demande extérieure est restée atone: les exportations se sont infléchies de 9,9% par rapport à 2006.

Les industries de la chimie et parachimie qui, habituellement, confortaient la dynamique du secteur industriel, ont affiché certains signes d'essoufflement. Leur production s'est, en effet, rétractée de 1,3%, en 2007, pénalisée par la poursuite de la montée des coûts de production (5,8%, après 4% en 2006). Inversement, et bien qu'ayant sans doute pâti de la décélération de la demande étrangère adressée, les industries métalliques et métallurgiques ont maintenu une évolution soutenue au

terme de l'année 2007. Leur contribution explique environ 38% de la croissance industrielle globale. Sur la période s'étalant de 2005 à 2007, les IMME ont conservé une performance de 7,5%, en moyenne. A l'origine de cette embellie, la forte progression des ventes extérieures des fils et des câbles électriques, en liaison avec l'orientation favorable du marché européen de l'automobile. Au total, la valeur ajoutée industrielle a enregistré une progression de 3,8%, réduisant ainsi sa contribution à la croissance économique globale de 0,1 point.

Les industriels ont, néanmoins, renforcé leurs projets d'investissements de 15,1%, malgré leurs difficultés de trésorerie. Conscients des enjeux de l'ouverture commerciale et l'exacerbation de la concurrence étrangère, ils ont entamé depuis trois années des projets de modernisation de leurs équipements. C'est dans ce contexte que les importations de biens d'équipement ont enregistré une expansion de 19,4%, après plus de 21% en 2006.

Dans les autres branches d'activité, la production a également progressé en 2007, étayée toujours par une amélioration de la demande. La valeur ajoutée énergétique a retrouvé son rythme de croissance soutenue, après une pause en 2006. Nonobstant une aggravation du déficit commercial du secteur, causé essentiellement par une expansion des importations (30,7%), l'activité énergétique a été appuyée par une demande intérieure en hausse continue. Les dépenses de consommation des ménages consacrées aux produits énergétiques sont restées solides et ont enregistré un accroissement de 6%, en volume, après avoir fléchi de 3,1% en 2006.

Tableau 4 : principaux postes du compte de capital, en millions de dhs

Rubriques	2005	2006	2007
Epargne nationale brute	163 470	185 628	199 376
Transferts nets en capital	-50	-81	-26
Formation brute de capital fixe	145 256	162 456	192 573
Variations des stocks	6 699	7 446	7 611
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	11 465	15 645	-834

Source : Direction de la Comptabilité Nationale.

le revenu national tiré par les revenus extérieurs

En 2007, le revenu national brut disponible a été évalué à 670 milliards de DH, en accroissement de 7,4%, contre 9,8% en 2006 et 10,3% en 2005. Cette hausse tient à une augmentation conjointe de 6,6% du PIB en valeur et de 16,9% des revenus extérieurs nets.

L'amélioration des revenus extérieurs couvre à la fois une hausse de 15,2% des recettes des MRE et une réduction de 2,3% des revenus nets de la propriété en provenance de l'extérieur. Dans ces conditions, et compte tenu de l'évolution des dépenses de consommation, le taux d'épargne s'est maintenu au même niveau que celui de l'année passée, soit 29,7% en 2007.

S'agissant des opérations économiques avec l'extérieur, et après avoir affiché depuis l'année 2001, des capacités de financement, se situant entre 1,9% et 4,2% du PIB, l'année 2007 a, en revanche, été caractérisée par un renversement de tendance. En effet, ces opérations se sont soldées globalement par un besoin de financement, évalué à 834 millions de dirhams, soit 0,1% du PIB.

En guise de conclusion, nous relevons encore la vulnérabilité du système productif marocain face aux perturbations climatiques. La croissance économique n'a pas dépassé les 2,7%, en 2007, en dessous de près de 2,1 points par rapport à l'évolution moyenne des cinq dernières années. Cette croissance a été sous-tendue principalement par la demande intérieure en progression continue, tandis que l'apport du commerce extérieur a été négatif et a amplement bridé l'activité. La bonne tenue des revenus reçus de l'extérieur a, quelque peu, épongé le ralentissement de la croissance du PIB, sans pour autant favoriser une amélioration de la capacité financière du pays.

Perspectives de l'économie nationale en 2008

En dépit d'un environnement international marqué par la hausse de l'inflation au niveau mondial, l'économie nationale continue de s'accroître en 2008 à un rythme soutenu, profitant d'une part, d'une légère amélioration de la production agricole par rapport à 2007, et de la poursuite du dynamisme des activités non agricoles, d'autre part. Celles-ci, continuent de bénéficier de la vigueur de la

demande intérieure, en particulier l'accélération de l'investissement public et privé (intérieur et extérieur) et de l'amélioration de la consommation finale nationale, en bénéficiant de l'assouplissement des conditions de financement, suite aux performances caractérisant le secteur financier national.

En outre, l'activité se caractériserait en 2008, par l'apparition du dynamisme de la demande extérieure, suite à une accélération du rythme des exportations de marchandises, profitant de la hausse des prix des phosphates et dérivés sur les marchés internationaux, ce qui permettrait de réduire l'ampleur de la contribution négative du commerce extérieur à la croissance du PIB en 2008.

Parallèlement, la mise en œuvre par l'Etat d'une politique budgétaire expansionniste dans le cadre de la loi de finances 2008, à travers la hausse des dépenses de fonctionnement, de subvention et d'investissement par rapport à leurs moyennes des dernières années, maintiendrait également la croissance économique à un niveau soutenable. De même, les dispositions retenues dans le cadre du dialogue social à savoir la hausse des dépenses salariales, l'augmentation du salaire minimum garanti et des allocations familiales seraient de nature à améliorer la productivité de l'emploi et le pouvoir d'achat des ménages.

C'est sur la base de ces éléments favorables que l'économie nationale fera face à l'évolution contrariée de certaines hypothèses de l'environnement international en particulier, la hausse des prix du pétrole brut qui atteindrait des seuils élevés avec un cours moyen prévu à 113,2\$/baril selon les perspectives de l'OCDE, publiées en juin 2008, contre 72,5% enregistré en 2007. Cependant, les cours semblent prendre une tendance extrêmement haussière, se situant actuellement, à plus de 140 dollars/baril. Ainsi, pour réduire l'effet de l'inflation importée sur les prix intérieurs, l'Etat aurait augmenté les dépenses de subvention des prix (compensation) à près de 40 milliards de dirhams en 2008, au lieu de 15 milliards de dirhams retenues dans la loi de finances 2008. Cette expansion sans précédent des charges de subvention contribue à la maîtrise de l'évolution des prix à la consommation et au maintien du dynamisme de la demande intérieure.

Globalement, le Produit Intérieur Brut s'accroîtrait de 6,2% en terme réel au lieu de 2,7% en 2007. Les activités non agricoles (y compris les impôts sur les produits nets

des subventions) s'accroîtraient à un rythme de 5,8%, au lieu de 6,8% une année auparavant. Le taux d'inflation, mesuré par le prix implicite du PIB, serait de 3,1% contre 3,8% en 2007.

Au niveau sectoriel, les activités secondaires (les mines, l'énergie, les industries de transformation et le bâtiment et travaux publics), réaliseraient une croissance de 5,2%, au lieu de 6,6% en 2007, soit un léger ralentissement attribuable à la reprise lente de l'activité énergétique et l'éventuelle stabilité du rythme de l'activité du bâtiment et travaux publics après les expansions à deux chiffres qu'elle a connue durant les dernières années.

Parallèlement, le secteur tertiaire, constitué des services marchands et non marchands, dégagerait une valeur ajoutée en amélioration de 5,3%, moins rapide qu'en 2007. L'activité du tourisme continue d'afficher une amélioration significative, malgré une régression des nuitées au niveau de touristes non résidents. De leur côté, les activités des communications continueraient d'enregistrer de bonnes performances, grâce au raffermissement du marché du fixe et de l'Internet et de la consolidation du dynamisme de Barid AL-Maghrib.

Au niveau du secteur primaire, la campagne agricole 2007-2008 s'est soldée par une production céréalière de 50 millions de quintaux au lieu de 60 millions prévus initialement, ce qui a réduit la croissance du secteur primaire à 9,7% en 2008 au lieu de 12,5% prévue au mois de janvier 2008. Si la répartition de la pluviométrie n'était pas largement favorable aux céréales d'automne, dont la part dans la production agricole connaît une tendance baissière, elle aurait profité aux cultures d'irrigation dont la part dans la production s'améliore d'une année à l'autre. De son côté, le secteur de l'élevage consoliderait sa performance, suite à l'amélioration des cultures fourragères et à l'importance des mesures incitatives octroyées par l'Etat en faveur de la sauvegarde du cheptel visant à contenir la hausse des prix des aliments du bétail. Néanmoins, le secteur de la pêche continuerait d'évoluer à un rythme au dessous de ses potentialités à l'instar des dernières années.

En ce qui concerne les composantes du PIB, la consommation des ménages profiterait de l'amélioration des revenus, notamment l'augmentation des salaires à partir du 1er juillet 2008 adoptée dans le cadre

du dialogue social et de la poursuite du rebondissement des crédits à la consommation qui continueraient d'entretenir le pouvoir d'achat des ménages même dans un contexte marqué par la hausse des prix. Pour sa part, la consommation des administrations publiques bénéficie de la hausse des dépenses de fonctionnement non salariées dans le cadre de la loi de finances 2008. Ainsi, la consommation finale nationale contribuerait de 3,6 points à la croissance économique estimée pour 2008.

De son côté, l'investissement brut, en accroissement continu depuis plusieurs années, est devenu de son côté un nouveau pilier de la croissance au Maroc, suite à l'expansion des investissements des opérateurs nationaux et étrangers. L'ouverture accrue de plusieurs secteurs porteurs à l'investissement privé (notamment le bâtiment, le tourisme, les industries de transformations et les télécommunications) a renforcé la contribution de l'investissement dans la croissance du PIB estimée à 3,9 points en 2008.

Toutefois, la contribution du commerce extérieur (exportations nettes des importations) demeurerait, quant à elle, négative pour 1,6 point, bien qu'elle se soit allégée par rapport à 4,2 points enregistré en 2007. Ce résultat est attribuable à l'écart grandissant entre le rythme de croissance de la valeur des importations des biens et services et celui des exportations. ■

Tableau 5 :
contributions à la croissance économique globale, en volume (en points)

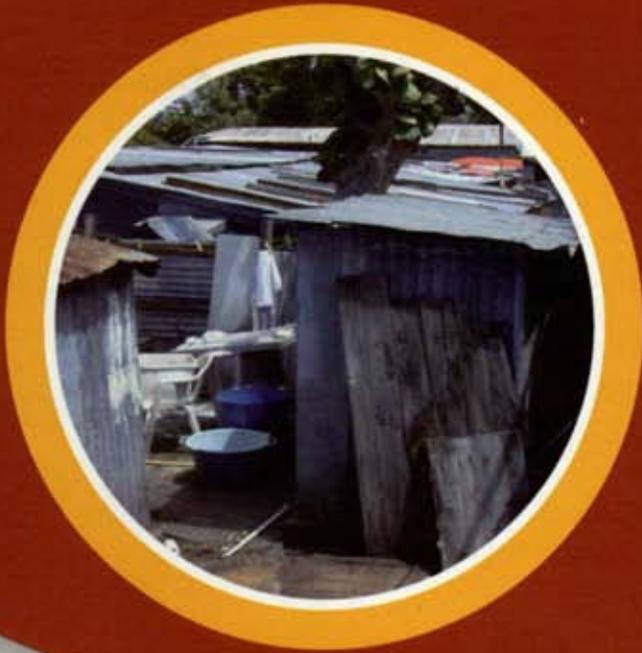
Rubriques	2005	2006	2007	2008
PIB	3,0	7,8	2,7	6,2
Consommation Finale, dont :	2,0	4,5	3,0	3,6
-Ménages Résidents	1,3	4,0	2,2	2,9
FBCF	1,9	2,7	4,0	3,9
Variation des stocks	-1,5	-0,1	-0,2	0,3
Commerce extérieur de biens et services	0,6	0,6	-4,2	-1,6

Source : Direction de la Comptabilité Nationale, estimations établies par le Haut Commissariat au Plan, Juin 2008.

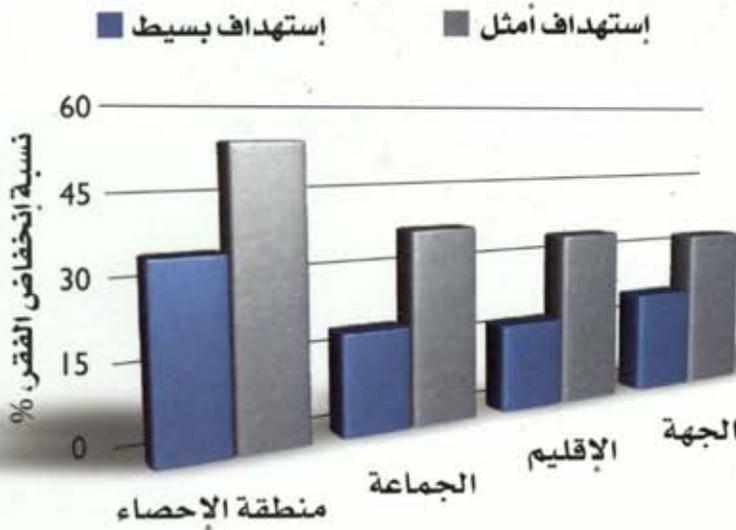
دفاثر النخسطب

الإسآهاداف الجغراففة للفقر

الوضعة الاقآصادفة
ففة سنآف 2007 و 2008



نسبة آفض الفقر آسب آفار الإسآهاداف





محتويات العدد

■ **السياسات المتبعة في مجال استهداف الفقر**
احمد الحليني علمي

■ **الاستهداف الجغرافي للفقر**
محمد ادويديش وعبد الجواد الزراري

■ **الحصيلة الاقتصادية لسنة 2007 وأفاق النمو في متم 2008**
م.س.ت

الهاتف: 037 57 69 04
الفاكس: 037 57 69 02
ص.ب. 178، الحي الإداري
الرباط - المغرب

الرئيس
أحمد الحليني علمي
المنذوب السامي للتخطيط

تأسيس ورئاسة التحرير
أحمد الكوهن المغيلي

اللجنة العلمية

أحمد ابراهيمي
عبد الرحمان حواش
عبد اللطيف الفراه
مصطفى أفقير
أحمد اجميلة
جمال بورشاشين
محمد ادويديش
علي العقاوي
عبد الحق علالات
عبد العزيز معلبي
مراد كرواني
محمد تعموتي

الناشر

المركز الوطني للتوثيق
الهاتف: 037 77 10 32
037 77 09 84 / 037 77 30 08
الفاكس: 037 77 31 34
أكدا، الرباط

الإيداع القانوني

2004/139

منشورات

المنذوبية السامية للتخطيط
البريد الإلكتروني:
cahiersduplan@yahoo.fr
الموقع الإلكتروني:
www.hcp.ma

إنجاز

مير للنشر
الهاتف: 037 77 11 33 - الرباط

المطبعة

المعارف الجديدة
الهاتف: 037 79 47 08/09 - الرباط

دفاتر التخطيط تنشر المقالات حسب اللغة التي كتبت بها.
الكتاب مسؤولون على محتوى مقالاتهم.
يمكن قراءة مقتطفات من هذه المجلة على الموقع الإلكتروني
للمندوبية السامية للتخطيط.

السياسات المتبعة في مجال استهداف الفقر¹

تدرج الدراسة التي نقدم نتائجها ضمن مقارنة مقارنة لمدى نجاعة نماذج من السياسات في مجال استهداف ظاهرة الفقر. وتقتصر بهذا الصدد تقييما، حسب أغطا توزيع الميزانية المخصصة لمحاربة الفقر، لهذه السياسات بالنظر إلى مستويات تكلفتها بالنسبة للموارد العمومية وأدائها بالنسبة لآثارها على تقليص مستوى الفقر. وتعتمد الدراسة معطيات ترجع إلى سنة 2004 تتعلق بآخر خريطة للفقر أعدتها المندوبية السامية للتخطيط، وسنعمل على تحيين هذه النتائج بعد الاستشارة الجاري للبحث المتعلق بمستوى عيش الأسر، المنجز في إطار برنامج البحوث التي قامت بها هذه المؤسسة خلال سنة 2007.



بقلم أحمد الحليمي علمي - المندوب السامي للتخطيط

بمحاولة استعراض بعض نقاط الأجوبة على ثلاثة أسئلة:

- 1 - ما هي، من منظور تقليص الفقر، الجوانب المعرقة لاستئناف سياسة استهداف مباشر كما اعتمدها بلادنا إلى الوقت الحاضر؟
- 2 - أي استهداف بديل يمكنه أن يمكن من إعادة تركيز جيد للموارد العمومية (بما فيها المخصصة لمحاربة الفقر) لفائدة السكان الأكثر حاجة؟
- 3 - أية إيجابيات مقارنة يمكنها أن تضاف إلى مختلف مستويات الاستهداف من حيث تقليص الفقر واقتصاد الموارد المالية المتاحة؟

في علاقة مع السؤال الأول، أشير في البداية إلى أن الظروف الموضوعية لإحداث القطيعة المطلوبة مع المقاربات التنموية القائمة على التحويلات الجزافية أضحت اليوم واضحة. وأذكر من بينها على وجه الخصوص:

- 1 - أن المغرب قد التزم بشكل قوي وعلى أعلى مستوى بتقليص الفقر والفوارق والتهميش؛
- 2 - أن المغرب لا يعرف مستويات واسعة من الفقر: معدل الفقر النسبي لم يتعد 14,2% سنة 2004²، وهو مرتبط بمحدودية الموارد المالية المتوفرة. وليس هنالك طبعاً من سبب ضروري لاستهداف الموارد المالية إذا كانت هذه الأخيرة لامحدودة، أو في حالة ما إذا كان الفقر شائعاً.

تجدد الإشارة بادئ ذي بدء إلى أن مقارنة تقييم السياسات المستهدفة للفقر في هذه الدراسة قد تناولت الموضوع حسب النموذج الذي يتم من خلاله توزيع موارد الميزانية بهدف محاربة أفة الفقر، فهناك أربع نماذج: موارد الميزانية موجهة تحديداً إلى الساكنة الفقيرة فقط (استهداف أمثل)، أو مخصصة بشكل جزائي إلى عموم الساكنة، ليستفيد منها بالتالي الفقراء وغير الفقراء (استهداف جزائي)، أو توزع توزيعاً منصفاً بين المدن والمناطق الأكثر فقراً (استهداف بسيط)، أو يكون توزيعها حسب معادلة مختلطة لفائدة الساكنة الأكثر فقراً بالمدن والقرى على أساس ترتيبها في سلم الفقر (استهداف أنسب).

وللتذكير، فإن تحويل الموارد يمكن أن يشمل دعم أسعار استهلاك المواد الأساسية، أو تخفيض تكلفة ولوج الساكنة الفقيرة للخدمات الاجتماعية، أو تمكين هذه الساكنة من إمكانيات الحصول على دخل كما هو الشأن مثلاً بالنسبة للمشاريع الصغرى وتنمية البيئة الاجتماعية والاقتصادية، أو التكفل بالفئات في وضعية صعبة، أو كذلك ضمان تحويل مباشر ومشروط للموارد إلى الأسر الفقيرة، إلخ.

بعد هذه التوضيحات، أود أن أقدم إشكالية استهداف الفقر

¹ - عناصر من المداخلة التي أقيمت بمناسبة تقديم نتائج دراسة حول الاستهداف الجغرافي للفقر، يوم 27 مارس 2008.

² - نتائج البحث المتعلق بمستوى عيش الأسر بينت أن هذه النسبة إنخفضت إلى 9,0% سنة 2007.

بإمكانه أن يقلص الفقر بنسبة كبيرة، كما تساهم في إثارة الانتباه وحث البلد على ضرورة تبني مقاربة جديدة في مجال استهداف الموارد المخصصة لمحاربة الفقر.

فبأي وسيلة إذا يمكن إعادة تركيز الموارد الموجهة لمحاربة الفقر على الساكنة الفقيرة فعلا، والتصدي لسوء استعمالها لصالح الفئات الأقل حاجة، والقيام بالتالي بتقليص وازن لحدّة الفقر؟ إن المبادرة الوطنية للتنمية البشرية، التي أعلن عنها جلالة الملك سنة 2005 قد أبانت، بفضل تصورها الشمولي ونجاعة أساليب تنفيذها وتقييمها، عن منظور جديد من شأنه أن يركز الموارد المتاحة على الساكنة الفقيرة بما يمكن من تصحيح الاختلالات الاجتماعية، لاسيما تلك التي تسببت فيها السياسات التنموية القائمة على التحويلات الجزافية.

واستلهاما من هذه المقاربة للتنمية، وجهت المندوبية السامية للتخطيط اهتماماتها نحو إنجاز خريطة جغرافية دقيقة للفقر، لتحليل دينامية الفقر ودراسة تأثيره بالسياسات العمومية في مجال التنمية البشرية. وفي سياق هذه الاهتمامات تدرج هذه الدراسة إضافة إلى عمليتي تحيين خريطة الفقر وإنجاز خريطة أولية عن سوء التغذية المبرمجتين في سنة 2009.

وعلى المستوى المنهجي، تركزت الدراسة على مقارنة تقييمية لنتائج الموارد العمومية المحولة للفئات المستهدفة عن طريق مختلف السياسات الاستهدافية. ولا تدعي أنها تقدم حلا عمليا لمحاربة الفقر، بل تطمح فقط إلى تقديم مؤشرات عن أثر مختلف السياسات المتعلقة بتوزيع الموارد من أجل تحقيق نتائج أفضل على أرض الواقع.

في هذا الإطار، تبرز من خلال نتائج هذه الدراسة مجموعة من الاعتبارات التي أود استخلاصها في الثلاث نقاط التالية:

- 1 - توفر معطيات مفصلة حول الفقر بالمغرب تمكن من القيام بأفضل توزيع جغرافي للموارد العمومية، ومن تحسين واضح لإنجازات السياسات الاستهدافية. وكلما استهدف هذا التوزيع المستويات الجغرافية الأكثر تفصيلا (جماعة أو مقاطعة)، كلما ازداد أثر الموارد المعبئة على تقليص الفقر.
- 2 - وإذا كان هذا الأثر جد متواضع في حالة الاستهداف الجزائي، فإنه يشكل الحالة المثالية مع الاستهداف الأمثل، إلا أنه يصعب جدا تنفيذ هذا النوع الأخير بسبب عدم توفر أي سجل للأسر الفقيرة. وبالتالي يظهر أن مساحة الاختيارات الممكنة تبقى مقتصرة على الاستهداف بنوعيه البسيط والأنسب.

3 - إن تحويل الموارد المالية إلى الجماعات الحضرية الأكثر فقرا،

3 - أن التهاب أسعار المنتوجات الأساسية على الصعيد الدولي والدعم المتواصل لأسعار الاستهلاك لها تأثير مباشر على الميزانية وعلى المالية العمومية الوطنية. يكفي أن نذكر في هذا الشأن بأن نصيب دعم المواد الاستهلاكية والمحروقات من الناتج الداخلي الإجمالي ارتفعت من 1,7 % إلى 2,1 % بين 2004 و2006، لتقترب من المستوى المرتقب لسنة 2008 وهو 5,5 %. إضافة إلى هذا، سجل حجم دعم المواد الاستهلاكية ارتفاعا بنسبة 19 %، في حين وصلت نسبة ارتفاع المواد البترولية 67,9 %.

وجوابا على التساؤل الثاني، أود أن أذكر بأن الجدوى من استهداف مضبوط للميزانية المخصصة لمحاربة الفقر هي مسألة نقاش وطني ليس وليد اليوم فقط. فقد سبق للدراسات التي قامت بها المندوبية السامية للتخطيط في إطار «مستقبلية مغرب 2030» أن أظهرت ضرورة اعتماد تقليص الفقر كمقاربة شمولية للتنمية لفائدة الساكنة والمدن الأقل حظا. وقد بينت هذه الدراسات بالخصوص أنه في غياب هذه المقاربة الشمولية، سيستمر الاستثمار العمومي في إعطاء الأولوية للمناطق والمدن التي تعرف تقدما، حيث تتواجد ساكنة تتوفر على وسائل الاستفادة من فوائد هذا الاستثمار. كما أوضحت هذه الدراسات كذلك، وبما لا يترك مجالا للشك، بأن الاستهداف الجزائي عن طريق دعم المواد الاستهلاكية، رغم أهمية الموارد المعبئة، لا يوصل إلى النتائج المنتظرة من تقليص للفقر بصورة عامة والفقر البشري بصفة خاصة.

إن البحث حول مستوى الاستهلاك لدى الأسر، الذي أنجزته المندوبية السامية سنة 2001، يوضح في هذا الشأن، بأن 20 % من الأسر الأكثر غنى تستحوذ على أكثر من 40 % من دعم المواد الغذائية، مقابل أقل من 10 % بالنسبة لـ 20 % الأكثر هشاشة. ونفس الشيء كذلك يسري على الاعتمادات المخصصة للتربية والتكوين. ويسبب هذا الوضع في إعادة إنتاج نفس الفوارق. وبين البحث كذلك بأن 20 % الأكثر غنى يستفيدون من 48,1 % من خدمات التعليم الإجمالي و58,6 % بالنسبة للعالي. وبالنسبة لـ 20 % الأقل حظا، تتفاوت هذه النسب تباعا بين 4,8 % و3,2 %.

من جهة أخرى، فإن مساهمات دعم المواد الاستهلاكية التي مثلت سنة 2004 نسبة 0,75 % من الناتج الداخلي الإجمالي، والمحولة جزافيا إلى عموم الساكنة، كان بإمكانها القضاء تماما على الفقر النسبي خلال سنة 2004 لو أن مبالغها حولت مباشرة إلى الفئات الفقيرة فحسب. وهو ما يوضح الدينامية القائمة بين الجهود المبذول وبين الأهداف المسطرة في مجال محاربة الفقر.

إن مجمل هذه المعطيات تمكن من الخروج باستنتاج أن المغرب

القروي بـ (72,3%) أو في الوسط الحضري بـ (77,0%). وفي الختام، يمكن التساؤل بشأن تشكيلة التوزيع الجغرافي لميزانية معينة تقوم على الاستهداف الأنسب، حيث أن:

1 - إعطاء الأولوية للأقاليم الأكثر فقرا وكثافة سكانية أصبح أمرا مؤكدا: إذ كيفما كانت الميزانية المخصصة لمحاربة الفقر، فإن ترتيب الأقاليم حسب مخصصاتها من هذه الميزانية لا يتغير كثيرا. ويبقى أن الأقاليم الأكثر فقرا والأوسع كثافة هي التي لها الأولوية في أي توزيع للموارد المالية، يتم من أجل أكبر تقليص للفقر.

2 - حصة الميزانية الخاصة بأي إقليم تتغير حسب عتبة الفقر وحجم المنطقة المستهدفة (جماعة أو منطقة إحصاء)، وعموما، فإن أهمية الأعمال المنجزة في إطار هذه الدراسة، تتمثل في تقديم مجموعة من المعطيات والأدوات التقنية التي من شأنها أن تساهم في توزيع أنسب للميزانيات المخصصة لمحاربة الفقر.

3 - وكما لاحظتم، فإن الاستهداف الأنسب المطبق على المستوى المحلي الأكثر تحديدا (المنطقة الإحصائية)، له بالتأكيد أثر بالغ على الفقر وحدته. لكن طبعا يبقى هذا النوع من الاستهداف أقل من ناحية الجدوى مقارنة مع الاستهداف الأمثل (100% من تقليص الفقر) المتمثل في تحويل مباشر لإجمالي ميزانية محاربة الفقر إلى الأسر الفقيرة.

إن الاستهداف الجغرافي الأنسب داخل الجماعات الفقيرة لمن شأنه أن يتحسن أكثر من خلال وضع سجل للأسر الفقيرة وللأشخاص في ظروف صعبة. كما أن التقائية البرامج التنموية في سياق هذا السجل لمن شأنه أيضا أن يساعد فئات الساكنة المستهدفة على تنمية قدراتها للحماية الذاتية من الفقر، في أفق تسريع وتيرة الخروج من الفقر.

ولا يفوتني في نهاية هذا التقديم، أن أشكر أطر المندوبية السامية للتخطيط، لما بذلوه من جهد سواء في مرحلة التصور الأولي للبحث أو خلال إنجازه أو عند تحليل النتائج التي عرضنا في هذا التقديم. كما أشكر السيد Peter Lanjouw ممثل البنك الدولي والخبير في مجال الفقر، الذي ساهم في مختلف محطات تبني هذه النتائج. وأود كذلك أن أقدم شكري لمكتب البنك الدولي بالرباط على مساهمته الفعلية من أجل إرساء جسور التعاون بين هذه المؤسسة العتيقة والمندوبية السامية للتخطيط، شكلت فضاء تبادل للمعارف والمهارات ووفرت لنا كثيرا من العون والإفادة. ■

ترجمة أحمد شكيب

من خلال استهداف أنسب، يمكن مع ذلك من تقليص نسبة الفقر بالمجال الحضري بقرابة ضعف (1,95) على ما يمكن أن يحدثه الاستهداف البسيط. وإذا طبق على الجماعات القروية، فإن أثره على تقليص الفقر يعادل 1,12 مرة ما يتيح الاستهداف البسيط.

يتضح بالتالي أن من بين كل سياسات الاستهداف، يشكل نموذج الاستهداف الجغرافي الأنسب هو الأقل تعقيدا والأقدر على استهداف ناجع. فهو للتذكير يتمثل بالأساس في تحويل موارد محاربة الفقر إلى من هم أكثر فقرا من بين الجماعات الحضرية والقروية الفقيرة.

فما هي في المحصلة إيجابيات الاستهداف الجغرافي الأنسب، بالنظر إلى تقليص الفقر والاقتصاد في الموارد العمومية؟ لقد تم القيام بعملية محاكاة الأثر انطلاقا من ميزانية محددة اعتباريا في 2% من الناتج الداخلي الإجمالي بغية استخلاص هذه الإيجابيات. فكانت هنالك بعض الاستنتاجات سأعرض لها بإيجاز في ثلاث نقاط:

1 - يمكن الاستهداف الأنسب على مستوى الجماعة، لمدة سنة، من تقليص نسبة الفقر بـ 37% بالوسط الحضري، وبـ 22% بالوسط القروي. إن تطبيقه على مستوى المناطق الإحصائية يخفض نسبة الفقر بـ 53% و 23% على التوالي.

2 - نفس الاستهداف إذا ما طبق على مستوى منطقة إحصائية أي موقع سكني بحجم دوار أو حي، يمكن في بحر سنة، من التقليص شبه النهائي لمؤشر حدة الفقر، الذي يقاس بـ 75% من عتبة الفقر، حيث تصل نسبة التقليص إلى 79% بالوسط القروي وإلى 93% بالوسط الحضري.

3 - إن وقع الاستهداف الأنسب لا يقدر فقط انطلاقا من تقليص الفقر، بل كذلك من اعتبارات الاقتصاد الهام في الموارد المالية، مقارنة بالتحويل الجزائي. ولو أن هذا الاقتصاد للموارد يختلف حسب حجم المجال المستهدف، حيث أن:

- رصد الموارد للجماعات، بواسطة استهداف أنسب، يمكن من نفس التقليص لحدّة الفقر الذي يتيح التحويل الجزائي، وبكلفة أقل. وتمكن هذه المقاربة للاستهداف من اقتصاد للموارد المالية، يقدر بأزيد من ثلثي (68,9%) كلفة التحويل الجزائي بالوسط القروي، وأكثر من الثلث (35,5%) بالوسط الحضري.

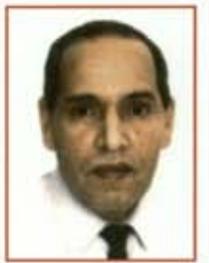
- رصد نفس الموارد للمناطق الإحصائية، عن طريق نفس مقاربة الاستهداف، ينتج عنه اقتصاد هام للموارد المالية، يعادل ثلاثة أرباع تكلفة قيمة التحويل الجزائي سواء بالمجال

الاستهداف الجغرافي للفقير من أجل توزيع أنجع للموارد المخصصة لمحاربة الفقر

بقلم محمد ادويديش وعبد الجواد الزراري - م. س. ت



لقد انخرط المغرب بشكل قوي في الحد من ظاهرة الفقر. إلا أن السياسات المتبعة في هذا المجال ظلت لأمدة طويلة تركز على التحويلات الجزافية لفائدة مجموع السكان خاصة في شكل خدمات اجتماعية ودعم للاستهلاك الغذائي وتنمية المحيط الاجتماعي والاقتصادي.



وقد أظهرت الدراسات المنجزة من طرف المندوبية السامية للتخطيط محدودية أثر هذه السياسات على تقليص الفوارق الاجتماعية والحد من الفقر. حيث أن النتائج المسجلة

لا ترقى إلى المستوى المطلوب رغم أهمية الموارد المالية المعبأة لهذا الغرض.

وبالفعل، فإن الخمس الأكثر غنى (20%) من الأسر تستوحد على أكثر من 40% من الدعم الغذائي وأكثر من 50% من دعم التعليم الثانوي والعالي. وعلى وجه التحديد، تتراوح حصة الخمس الأكثر غنى في الدعم الغذائي بين 40,2% بالنسبة لدقيق القمح الطري و41,2% بالنسبة لدقيق السكر. وفي المقابل، لا تتجاوز حصص الخمس الأكثر عوزا 6,1% و9,3% على التوالي.

وفيما يخص حصة الخمس الأكثر غنى في خدمات التربة والتكوين، فإنها تبلغ 16,8% في السلك الأول، و30,7% في السلك الثاني من التعليم الاساسي، و48,1% في الثانوي، و58,6% في العالي، في حين تنحصر حصة خمس الأسر الأكثر عوزا في 19,1% و9,6% و4,8% و3,2% على التوالي.

وقد جاءت المبادرة الوطنية للتنمية البشرية التي تم نهجها منذ نهاية 2005 لبلورة مقارنة شمولية من شأنها تصحيح الاختلالات الاجتماعية وخاصة تلك الناجمة عن السياسات المرتكزة على التحويلات الجزافية.

وبانخراطها في هذه المقاربة التتموية، وجهت المندوبية السامية للتخطيط أبحاثها نحو إنجاز خريطة دقيقة للفقير ونحو دراسة سياسات الاستهداف الجغرافي بغية تسليط الضوء على مقارنة توزيع الموارد المتوفرة مع الحرص على الرفع من أثر السياسات التتموية على الفقر وحدته.

تم إعداد هذه الدراسة حول "الاستهداف الجغرافي للفقير" انطلاقا من معطيات خريطة الفقر. وتعتمد هذه الدراسة على مقارنة تقييمية لنجاعة الموارد العمومية في الحد من الفقر¹. وقد مكنت نتائجها من بلورة التوزيع الأنجع لميزانيات محاربة الفقر، الكفيل بتحقيق أكبر خفض ممكن للفقر وحدته.

¹ - تم تثمين مجمل نتائج هذه الدراسة من طرف السيد بيتر لانجو، خبير من البنك الدولي في مجال الدراسات حول الفقر.

المنهجية

يتعلق الأمر بالتقييم القبلي للأثر التوزيعي للاستهداف الجغرافي للموارد العمومية. و يستدعي قياس أثر مختلف سياسات تحويل ميزانية معينة لفائدة مجموعات من السكان محددة جغرافيا، على أساس تحقيق أقصى انخفاض في الفقر.

تتمثل خيارات الاستهداف في «الجزائي»، و«البسيط»، و«الأنسب» و«المثالي». وتوظف هذه الخيارات مؤشرات الفقر المحلي بصفة مختلفة، كما تعتبر أن معرفة السكان الفقراء غير تامة وأن هناك ميزانية جاهزة للتوزيع، وأنه يجب تحويلها بطريقة تمكن من تحقيق انخفاض أقصى للفقر. يتم التركيز على الاستهدافين الساذج والأنسب نظرا للمردودية المتواضعة للإستهداف الجزائي وإستحالة اعتماد الإستهداف المثالي في غياب سجل للأسرة الفقيرة.

حين ارتقاء حدة الفقر بهما إلى مستوى المنطقة الثالثة التي تليهما في الترتيب. تتوالى التحويلات بهذه الطريقة إلى حين استفاد الميزانية.

● **الخيار الجزائي:** يعتبر هذا الخيار كمرجع لتقييم مردودية الخيارين «السادج» و«الأنسب». ويتم اعتماده في حالة غياب أية معطيات عن حجم الفقر وعن جيوبه الجغرافية. في هذه الحالة لا يمكن تحويل الموارد المالية (S) إلا بطريقة جزائية، بكل المناطق ولمجموع السكان (N). إن أثر هذا الخيار على الفقر يعادل أثر تحويل مبلغ $(a = S/N)$ لمجموع السكان.

● **الخيار المثالي:** يقتضي هذا الخيار التوفر على سجل شامل للأسر الفقيرة. ويفترض تحويل إجمالي الميزانية المخصصة للحد من الفقر لفائدة السكان الفقراء فقط.

خيارات الاستهداف الجغرافي

تتباين خيارات الاستهداف الجغرافي حسب معيار ترتيب المناطق حسب الأهمية في التحويلات العمومية، ومنهجية توزيع الموارد المالية:

● **الخيار البسيط** أو ما يعرف **بالخيار الساذج:** يفترض هذا الخيار معرفة التوزيع الجغرافي للفقر، إلا أنه لا يوظفه بصفة علمية. يعتبر هذا الخيار أن القيمة «a» الواجب تحويلها لكل مستهدف هي خارج قسمة الموارد المخصصة لمحاربة الفقر (S) على مجموع السكان الفقراء (Np). يتم ترتيب المناطق (الجهات، الأقاليم، الجماعات أو تجمعات سكنية في حجم مناطق الإحصاء) حسب مؤشر حدة الفقر²، ثم يتم تحول القيمة (a) لكل فرد (فقير أو غير فقير) بدءا بأفقر منطقة، ثم المناطق التي تليها من حيث حدة الفقر، حتى الاستنفاد الكلي للموارد. في آخر منطقة يشملها هذا التحويل، لا يتم توزيع القيمة (a) بل حصة متساوية من رصيد الميزانية المتبقي.

● **الخيار الأنسب:** يرتكز هذا الخيار على منهجية أكثر انحيازًا للمناطق الأكثر فقرا وعلى توظيف جيد لمؤشرات الفقر. يتم احتساب حصة كل منطقة في الموارد المالية على أساس تخفيض حدة الفقر إلى أدنى مستوى. يتم أولا ترتيب المناطق حسب المؤشر الحجمي للفقر. ثم تتوالى تحويلات الموارد المالية في أفقر منطقة لكل مقيم فيها إلى حين انخفاض حدة الفقر بها إلى مستوى المنطقة التي تليها في الترتيب. بعد ذلك تتم التحويلات في هاتين المنطقتين إلى

الموارد المالية

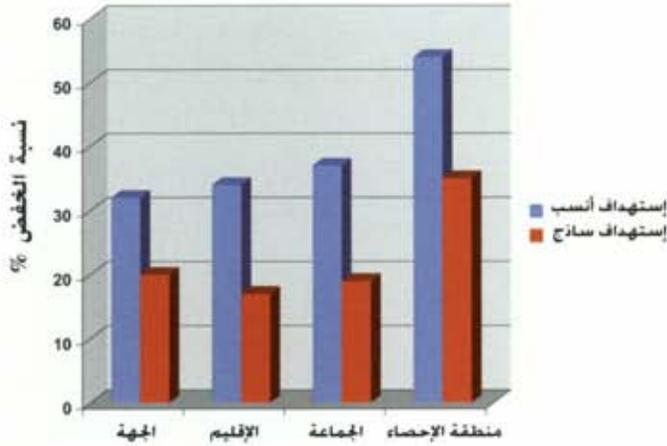
لمحاكاة أثر خيارات الاستهداف الجغرافي، يجب تحديد حجم مناسب للموارد المالية المخصصة لمحاربة الفقر. ومن الواضح أن أثر هذه الخيارات يتغير حسب حجم هذه الموارد، وأن الهدف المتوخى من هذه الدراسة ليس تقييم أهمية هذا الأثر ولكن البرهنة على أن الاستهداف الجغرافي يساهم لوحدته في خفض الفقر. لذلك تم افتراض، على سبيل المثال، سيناريوهين لتحديد حجم موارد الحد من الفقر.

السيناريو 1: يحدد هذا السيناريو ميزانية الحد من الفقر في 5% من حاصل ضرب متوسط نفقات المثوية الخامسة والعشرين في عدد السكان. وهكذا تبلغ هذه الميزانية 8,4 مليار درهم في سنة 2004، أي 1,9% من الناتج الداخلي الإجمالي لنفس السنة. إن مردودية خيارات الاستهداف تبقى رهينة بالميزانية وتتغير حسب عتبة الفقر. كما أن جدواه تزداد مع محدودية الموارد المالية وضعف نسب الفقر. إن الميزانية وعتبة الفقر المحددتين تمكنان من محاكاة أثر الاستهداف الجغرافي على الفقر وفق ثلاث صيغ:

- ◀ الصيغة 1 : إجمالي الموارد وعتبة الفقر،
- ◀ الصيغة 2 : نصف الموارد وعتبة الفقر،
- ◀ الصيغة 3 : إجمالي الموارد و 75% من عتبة الفقر.

² - يعبر المؤشر الحجمي للفقر الأسر عن أهمية العجز في نفقاتها مقارنة مع عتبة الفقر. أما حدة الفقر، فإنه يقاس بمربع المؤشر الحجمي.

بيان 1: نسبة خفض الفقر الحضري حسب خيار الإستهاداف
- ميزانية سيناريو 1، صيغة 1 -



- صيغة 1 - تتعدى نسبة الانخفاض الناتجة عن الإستهاداف السادج بـ 60,6% على المستوى الجهوي، و 100,0% على المستوى الإقليمي، و 94,7% على مستوى الجماعات الحضرية، و 54,3% على مستوى مناطق الإحصاء (انظر البيان 1). في الوسط القروي، هناك تكافؤ بين الخيارين الأنسب والبسيط للإستهاداف الجغرافي من حيث خفض معدل الفقر. أما من حيث التأثير على حدة الفقر بالوسط القروي، فإن الخيار الأنسب يخفضها بنسب أكبر من الخيار السادج حسب تطبيقهما على المستوى الجهوي (4,9%)، أو الإقليمي (5,10%)، أو الجماعات القروية (12,2%)، أو مناطق الإحصاء (9,4%). إضافة لذلك، تعتبر مردودية الخيار السادج أقل استقراراً من مردودية الخيار الأنسب. ففي حالة الصيغة 3- إجمالي الميزانية و 75% من عتبة الفقر، تعد مردودية الخيار السادج جد متواضعة و لا ترقى حتى لمردودية التحويل الجزائي على المستوى الجهوي بالوسط القروي، وعلى جميع المستويات بالوسط الحضري.

أثر للإستهاداف الأنسب على نسبة الفقر

تجدر الإشارة إلى أن توفر خريطة دقيقة حول الفقر المحلي يتيح إمكانية الرفع من مردودية سياسات الحد من الفقر ومن اقتصاد الموارد المالية. كلما استعملت هذه الخريطة على مستواها المحلي الدقيق (الجماعة أو منطقة الإحصاء)، كلما تحسنت مردودية وفعالية خيارات الإستهاداف البسيط والأنسب في تقليص الفقر وبأقل كلفة. تعتبر خريطة الفقر الإقليمي أو الجهوي هي الأقل تمثيلية، و مع ذلك فإن تطبيق خيار الإستهاداف الأنسب ينطوي على أداء مهم في الحد من الفقر. ذاك ما يوضحه الرسمان

تمكن مقارنة أثر الصيغتين 2 و 3 مع أثر الصيغة 1 من تقييم حساسية خيارات الإستهاداف لقيمة الموارد المالية وقياسات الفقر.

السيناريو 2: يرتكز السيناريو 1 على قياس الموارد المالية لكل وسط (حضري وقروي) على حدة. وبما أن متوسط نفقات المثوية الخامسة والعشرين بالوسط الحضري يبلغ 1,9 مرة مثيله بالوسط القروي، فإن السيناريو 1 جد سخّي تجاه المناطق الحضرية. ولا يمكن بالتالي من مقارنة مردودية خيارات الإستهاداف حسب الوسط، و لا من قياسها على المستوى الوطني. لتفادي ذلك، يقيس السيناريو 2 قيمة الموارد المالية بطريقة مختلفة. تتمثل هذه الموارد في الميزانية التي يؤدي تحويلها للأسر الفقيرة فقط إلى معادلة قيمة نفقاتها مع عتبة الفقر خلال سنة كاملة. تبلغ هذه الميزانية 3,3 مليار درهم سنة 2004 وتمثل 0,75% من الناتج الداخلي الإجمالي لنفس السنة. ولهذه الميزانية أهمية تحليلية، حيث تمكن من احتساب المسافة بين الخيارين الأنسب والسادج من جهة والخيار المثالي من جهة أخرى. ذلك أن تحويل هذه الميزانية بواسطة الإستهاداف المثالي (للأسر الفقيرة) فقط يخفض معدل الفقر بنسبة 100% خلال سنة كاملة، علماً أن هذه الميزانية لا تأخذ بعين الاعتبار كلفة تصور وإعداد وإدارة التحويل المثالي.

الخلاصات

تمكن نتائج هذه الدراسة من مقارنة أثر خيارات الإستهاداف على الفقر، ومن تحديد التوزيع الجغرافي الأمثل للميزانية المخصصة لهذا الغرض. كما توضح خلاصة أساسية مفادها أن تسريع وثيرة خفض الفقر والاقتصاد في الموارد العمومية يستلزمان الارتقاء إلى الإستهاداف الجغرافي - الخيار الأنسب - ومصاحبه بإستهاداف تكميلي للأسر الأكثر فقراً داخل المناطق الفقيرة. ذلك ما توضحه القراءة التالية لهذه النتائج التي تمحورت حول الإستهاداف البسيط (السادج) والأنسب بالنظر للمردودية المتواضعة للإستهاداف الجزائي وإستحالة تبني الإستهاداف المثالي في ظل غياب سجل للفقراء. وقد أفضت إلى الخلاصات التالية:

نجاحة الإستهاداف الجغرافي الأنسب

يعد الإستهاداف الجغرافي الأنسب أكثر نجاحة من مثيله السادج بالوسط الحضري، مقارنة مع الوسط القروي. ذلك أن نسبة انخفاض معدل الفقر الحضري بواسطة الإستهاداف الأنسب

الفقر الحضري بنسب سنوية أكبر حسب تطبيقه على المستوى الجهوي (7%)، أو الإقليمي (8%)، أو الجماعات الحضرية (9%)، أو وحدات جغرافية من حجم مناطق الإحصاء (18%) كالأحياء أو الدواوير الحضرية. أما في الوسط القروي، فإن تحويل حصته في هذه الميزانية بصفة جزافية يخفض معدل الفقر القروي بنسبة 13%. يتم هذا الانخفاض بنسبة أكبر في حالة اعتماد الاستهداف الجغرافي الأنسب المطبق على المستوى الجهوي (14%)، أو الإقليمي (16%)، أو الجماعات القروية (20%)، أو التجمعات السكنية في حجم مناطق الإحصاء (21%) كالدواوير القروية.

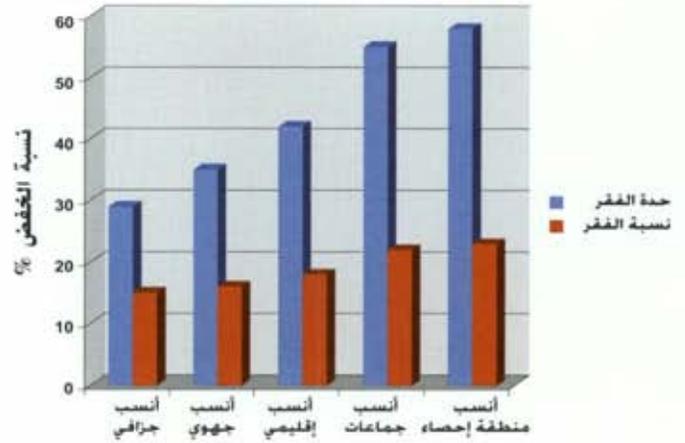
■ تعتبر ميزانية سيناريو 1 هامة نسبيا (1,9% من الناتج الداخلي الإجمالي)، إلا أنها موالية للوسط الحضري. يؤدي تحويلها بصفة جزافية إلى خفض معدل الفقر الحضري بنسبة 18% في السنة. أما تحويلها بواسطة الاستهداف الجغرافي الأنسب - صيغة 1 -، فيمكن من خفض معدل الفقر الحضري بنسب أكبر حسب تطبيقه على المستوى الجهوي (32%)، أو الإقليمي (34%)، أو الجماعات الحضرية (37%)، أو مناطق الإحصاء (53%). في الوسط القروي، يؤدي التحويل الجغرافي لنفس الميزانية إلى خفض في الفقر (15%) يقل عن الخفض الناتج عن الاستهداف الجغرافي الأنسب المطبق على المستوى الجهوي (16%)، أو الإقليمي (18%)، أو الجماعات القروية (22%)، أو مناطق الإحصاء (23%).

فعالية الاستهداف الجغرافي في تقليص الفقر الحاد

تعتبر المردودية المنتظرة من الاستهداف الجغرافي في الحد من الفقر الحاد جد هامة بالمقارنة مع أثره على الفقر النسبي. في الوسط الحضري، يمكن الاستهداف الجغرافي الأنسب - صيغة 1 -، المطبق على خريطة إقليمية للفقر، من خفض حدة الفقر بنسبة 83% من المؤشر الناتج عن التحويل الجغرافي. تبلغ هذه النسبة 82% في الوسط الحضري. أما تطبيق الاستهداف الأنسب على خريطة الفقر بالجماعات (75% و 63% على التوالي) أو بمناطق الإحصاء (37% و 59% على التوالي) فيزيد من أثر الاستهداف الأنسب على حدة الفقر بالمقارنة مع الاستهداف الجغرافي.

إضافة لذلك، كلما هم الاستهداف الأنسب المناطق الأكثر فقرا، كلما كانت مردوديته أكثر ارتفاعا. ذلك ما يوضحه الأثر الكبير للصيغة 3 لهذا الاستهداف (إجمالي الميزانية و 75% من عتبة الفقر). في هذه الحالة، يخفض الاستهداف الأنسب

بيان 2: نسبة خفض الفقر الحضري حسب التحويل الأنسب الجغرافي - ميزانية سيناريو 1، صيغة 1 -



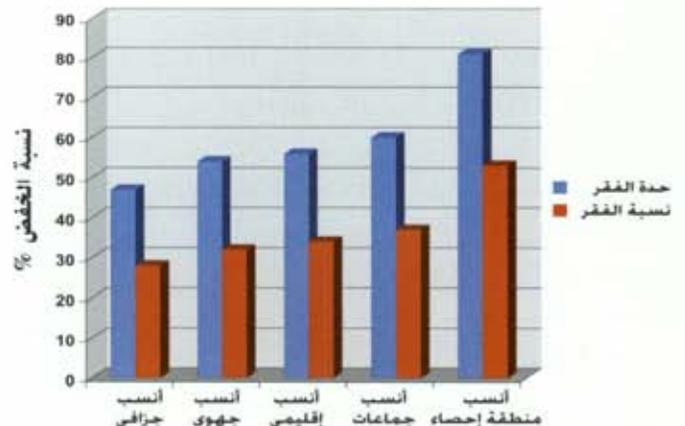
البيانان 2 و 3، اللذان يقارنان خفض الفقر الناتج عن الإستهداف الجغرافي والإستهداف الجغرافي الأنسب المطبق على المستوى الجهوي، أو الإقليمي، أو الجماعات، أو مناطق الإحصاء.

فقد أثبتت نتائج هذه الدراسة أن الاستهداف الأنسب يساهم لوحده، بشكل ملموس، في الحد من الفقر، علما أن مردودية هذا الاستهداف تتغير حسب الميزانية والتوزيع العادل بين الوسطين الحضري والقروي.

■ تعتبر ميزانية سيناريو 2 (0,7% من الناتج الداخلي الإجمالي) متواضعة، إلا أنها جد متكافئة بين الوسطين الحضري والقروي. يؤدي تحويلها حسب الخيار الجغرافي إلى خفض معدل الفقر الحضري بنسبة 5% في السنة. ويمكن تحويل نفس الميزانية بواسطة الاستهداف الجغرافي الأنسب من خفض

بيان 3: نسبة خفض الفقر القروي حسب التحويل الأنسب مقارنة مع التحويل الجغرافي

- ميزانية سيناريو 1، صيغة 1 -



التوزيع الجغرافي للموارد المالية

يتعلق الأمر بكيفية توزيع ميزانية ما حسب الأقاليم بغية إدماج بعد الفقر في توزيع الموارد المالية العمومية. يتضح مما سلف أن الاستهداف الجغرافي الأنسب يكون أكثر مردودية عند تطبيقه على مستوى مناطق الإحصاء أو الجماعات القروية أو القروية. لذلك تم الإعتماد على الاستهداف الجغرافي الأنسب في تحديد التوزيع الأنجع لميزانية مخصصة لمحاربة الفقر. علما أن المتوخى من هذا التوزيع هو إثارة الإنتباه إلى الأقاليم الواجب إيلاؤها حصة هامة في هذه الميزانية، وليس التوزيع الدقيق لها. مع الإشارة إلى أن هذا التوزيع قد يتم بواسطة الاستثمار في عوامل الدخل، أو الحماية الاجتماعية للسكان في وضعية صعبة، أو التحويل المشروط، أو تنمية المحيط الاجتماعي والاقتصادي للمستهدفين، إلخ.



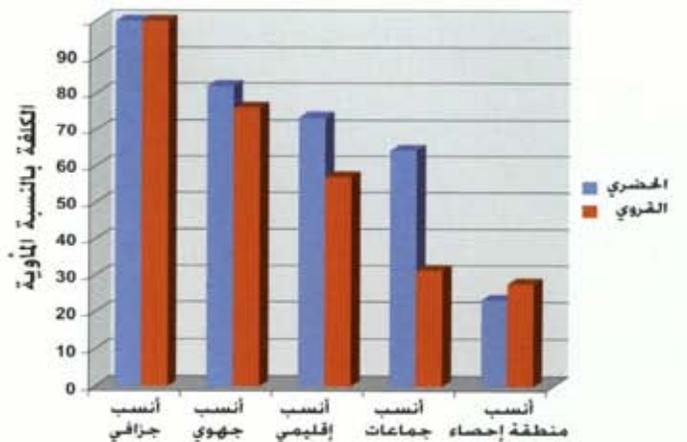
في حالة استهداف الجماعات القروية الأكثر فقرا بواسطة الخيار الأنسب - سيناريو 1 وصيغة 1 -، تتشكل الأقاليم التي تحضى مناطقها القروية بحصة مرتفعة في الميزانية، من الراشدية (11,4%)، والصويرة (8,1%)، وورزازات (6,9%)، وتارودانت (5,5%)، وتازة (5,2%) (بيان 5). في حالة استهداف مناطق الإحصاء الأكثر فقرا، تحضى المناطق القروية التابعة

نسبة الفقر القروي إلى 76%، والفقر الحضري إلى 78% من معدل الفقر الناتج عن التحويل الجغرافي لنفس الميزانية على صعيد الجماعات. تتحدد هاتان النسبتان في 69% و36% على التوالي إذا ما تم تطبيق الاستهداف الأنسب على مستوى مناطق الإحصاء.

اقتصاد الموارد المالية

الاستهداف الجغرافي لا يمكن من تسريع وثيرة خفض الفقر فقط، بل يساعد أيضا على ترشيد و اقتصاد الموارد المالية. يقاس اقتصاد الموارد المالية بمقارنة كلفة الاستهداف الجغرافي الأنسب بكلفة الاستهداف الجغرافي المعادل له من حيث الأثر على خفض حدة الفقر (بيان 4). في الوسط القروي، يمكن الاستهداف الأنسب، المطبق على خريطة الفقر الجهوي فقط، من تحقيق نفس الخفض في حدة الفقر بكلفة تعادل 76,1% فقط من كلفة الاستهداف الجغرافي. تتحصر هذه النسبة في 31,4% في حالة استعمال خريطة الفقر القروي بالجماعات. في الوسط الحضري تتحدد هاتان النسبتان في 73,4% و64,5% على التوالي. تتخفض هذه النسبة إثر استعمال خريطة الفقر بمناطق الإحصاء إلى 23,3% بالوسط الحضري و27,7% بالوسط القروي. الشيء الذي يبين أن الاستهداف الجغرافي الأنسب يمكن من توفير موارد مالية هائلة قد تبلغ ثلاثة أرباع ميزانية الاستهداف الجغرافي.

بيان 4: كلفة الإستهداف الأنسب بالنسبة المئوية في كلفة التحويل الجغرافي حسب التقسيم الجغرافي



جميع المعطيات المتعلقة بالتوزيع الأنسب للميزانيات الأنفة الذكر ملحقمة بهذه الدراسة. تدل كلها على أهمية الأولوية الواجب إيلاؤها للأقاليم الأكثر فقرا والتي تأتي عددا كبيرا من الأسر الفقيرة. إلا أن حصة هذه الأقاليم في أية ميزانية لمحاربة الفقر تتغير حسب عتبة الفقر وقيمة الموارد المالية المرصودة وحجم المناطق المستهدفة (جماعة أو تجمع سكني في حجم منطقة الإحصاء). في كل الأحوال، فقد وفرت هذه الدراسة جميع المعطيات والوسائل التقنية لمحاكاة أثر أي غلاف مالي مخصص للحد من الفقر ولوضع توزيع جغرافي أنسب له، بشكل يمكن من تحقيق أكبر تقليص من الفقر وحدته.

المسافة بين الاستهداف الأنسب والاستهداف المثالي

يمكن الاستهداف الأنسب المطبق على مناطق الإحصاء، وبصفة أقل على الجماعات، من تحقيق مردودية أعلى في خفض الفقر. إلا أن هذه المردودية لا ترقى لمثلثتها المترتبة عن الاستهداف المثالي للأسر الفقيرة. مع التذكير أن الاستهداف المثالي يعني التحويل المباشر لكل الموارد المالية للأسر الفقيرة فقط. ذلك أن ميزانية السيناريو 1 تمثل 1,9 % من الناتج الداخلي الإجمالي، ولا تمكن من القضاء التام على الفقر حتى ولو تم تحويلها حسب مناطق الإحصاء. في حين يكفي تحويل ميزانية أقل (0,7 % من الناتج الداخلي الإجمالي) بواسطة الاستهداف المثالي لمعادلة نفقات كل الأسر الفقيرة مع عتبة الفقر.

يخفض الاستهداف الجغرافي الأنسب - صيغة 3، المطبق على صعيد مناطق الإحصاء، حدة الفقر الحاد بنسب سنوية عالية تبلغ 79 % في الوسط القروي، و93 % بالوسط الحضري. رغم ذلك فإن هذا الاستهداف لا يمكن أيضا من محو الفقر بصفة عامة والفقر الحاد بصفة خاصة بنفس النسبة (100 %) المرجوة من الاستهداف المثالي. لذلك، فإن دعم الاستهداف الجغرافي الأنسب بسجل للأسر والأشخاص في حالة فقر واضح يمكن من رفع مردودية استهداف الفقر. علما أن هذا السجل لا يشكل هدفا في حد ذاته. بل لابد من اعتبار المنتمين له محور كل السياسات والبرامج التنموية للرفع من قدرتهم على الاحتماء الذاتي المستديم تجاه الفقر، ولتسريع وثيرة الانسحاب من السجل.

إجمالا، تكمن أهمية ما توصلت إليه هذه الدراسة في تمكين جميع المتدخلين في مجال التنمية الاجتماعية والبشرية من المعطيات والأدوات التقنية الكفيلة بتحقيق توزيع أمثل للموارد المخصصة لمحاربة ظاهرة الفقر. ■

لهذه الأقاليم بنفس الأولوية إلى جانب مثلثتها التابعة لأقاليم القنيطرة (5,1 %)، وسيدي قاسم (4,3 %)، وخنيفرة (4,0 %). في الوسط الحضري يعطي نفس الاستهداف الجغرافي المطبق على صعيد الجماعات الأولوية في الميزانية للمناطق الحضرية التابعة لأقاليم القنيطرة (حصة 10,1 % في ميزانية محاربة الفقر الحضري)، ومراكش - المنارة (8,0 %)، وطنجة - أصيلا (6,8 %)، وفاس الجديد - دار الدبيغ (5,9 %)، وسلا (4,7 %)، والصخيرات - تمارة (4,0 %) (بيان 6). في حالة استهداف مناطق الإحصاء، يتبين أن مناطق حضرية أخرى كتلك التابعة لإقليمي الدار البيضاء (6,0 %)، ومكناس - الإسماعيلية (3,6 %) تحضى هي الأخرى بحصة هامة في الميزانية المفترضة لمحاربة الفقر.



من ناحية أخرى، في حالة الإعتماد على ميزانية في حجم الموارد المحددة في السيناريو 2 (0,7 % من الناتج الداخلي الإجمالي)، وتوزيعها حسب الاستهداف الجغرافي الأنسب المطبق على صعيد مناطق الإحصاء، تكون المناطق القروية ذات الحصة المرتفعة هي تلك التابعة لأقاليم الراشدية (11,1 %)، والصويرة (8,1 %)، وورزازات (6,8 %)، وتازة (5,2 %)، وتارودانت (5,2 %)، والقنيطرة (5,0 %). أما المناطق الحضرية ذات الحصة المرتفعة في القسط المخصص من نفس الميزانية لمحاربة الفقر الحضري فهي تابعة لأقاليم القنيطرة (14,2 %)، وطنجة - أصيلا (6,1 %)، ومراكش - المنارة (6,3 %)، والدار البيضاء (4,6 %)، والصخيرات - تمارة (5,6 %).

ملحق

■ ملحق 1: الوسط القروي و موارد السيناريو 1

○ الجدول 1.1: أثر الاستهداف الجغرافي على حدة الفقر (FGT2)

الاستهداف الجغرافي الأنسب			
-الوسط القروي - 2004			
إجمالي الموارد و 75 % من عتبة الفقر	50 % من إجمالي الموارد و عتبة الفقر	إجمالي الموارد و عتبة الفقر	FGT2 الأصلي % من FGT2 الأصلي ⁽¹⁾
0,00722	0,02036		تحويل جزائي
(100%) 61%	(100%) 85%	(100%) 71%	الجهة
(84%) 51%	(94%) 80%	(92%) 65%	الإقليم
(67%) 41%	(86%) 73%	(82%) 58%	الجماعة
(43%) 26%	(73%) 62%	(63%) 45%	منطقة الإحصاء
(34%) 21%	(69%) 59%	(59%) 42%	

⁽¹⁾ حدة الفقر (FGT2) الأصلي هي حدة الفقر قبل الاستهداف.

○ الجدول 2.1: أثر الاستهداف الجغرافي على نسبة الفقر (FGT0)

الاستهداف الجغرافي الأنسب			
-الوسط القروي - 2004			
إجمالي الموارد و 75 % من عتبة الفقر	50 % من إجمالي الموارد و عتبة الفقر	إجمالي الموارد و عتبة الفقر	FGT0 الأصلي % من FGT0 الأصلي ⁽²⁾
0,10491	0,2275	0,2275	تحويل جزائي
(100%) 78%	(100%) 93%	(100%) 85%	الجهة
(95%) 74%	(99%) 92%	(99%) 84%	الإقليم
(88%) 69%	(98%) 91%	(96%) 82%	الجماعة
(76%) 59%	(96%) 89%	(92%) 78%	منطقة الإحصاء
(69%) 54%	(95%) 88%	(91%) 77%	

⁽²⁾ نسبة الفقر (FGT0) الأصلي هي نسبة الفقر قبل الاستهداف.

○ الجدول 3.1: أثر الاستهداف الجغرافي على حدة الفقر (FGT2)

الاستهداف الجغرافي البسيط (السادج)

-الوسط القروي - 2004

إجمالي الموارد و 75% من عتبة الفقر	50% من إجمالي الموارد و عتبة الفقر	إجمالي الموارد و عتبة الفقر	FGT2 الأصلي % من FGT2 الأصلي
0,00722	0,02036	0,02036	تحويل جزائي
% 61	% 85	% 71	الجهة
% 69	% 81	% 68	الإقليم
% 59	% 76	% 62	الجماعة
% 44	% 69	% 51	منطقة الإحصاء
% 39	% 66	% 47	

○ الجدول 4.1: أثر الاستهداف الجغرافي على حدة الفقر (FGT0)

الاستهداف الجغرافي البسيط (السادج)

-الوسط القروي - 2004

إجمالي الموارد و 75% من عتبة الفقر	50% من إجمالي الموارد و عتبة الفقر	إجمالي الموارد و عتبة الفقر	FGT0 الأصلي % من FGT0 الأصلي
0,10491	0,2275	0,2275	تحويل جزائي
% 78	% 93	% 86	الجهة
% 82	% 92	% 84	الإقليم
% 75	% 91	% 82	الجماعة
% 66	% 89	% 78	منطقة الإحصاء
% 64	% 89	% 77	

○ الجدول 5.1: نسبة كلفة الاستهداف الجغرافي الأنسب في كلفة التحويل الجزائي

-الوسط القروي - 2004

% 100	تحويل جزائي
% 76,1	الجهة
% 57,1	الإقليم
% 31,4	الجماعة
% 27,7	منطقة الإحصاء

○ الجدول 6.1: التوزيع الإقليمي للموارد المالية حسب الاستهداف الجغرافي الأنسب لمناطق الإحصاء

الوسط القروي - 2004 - النسبة المئوية في الموارد

إجمالي الموارد و75% من عتبة الفقر	50% من إجمالي الموارد وعتبة الفقر	إجمالي الموارد وعتبة الفقر	الإقليم	الجهة
0,0013	0,0014	0,0021	أوسرد	وادي الذهب
0,0008	0,0000	0,0015	وادي الذهب	لكوية
0,0000	0,0000	0,0000	بوجدور	العيون بوجدور الساقية
0,0000	0,0000	0,0000	العيون	الحمراء
0,0904	0,1221	0,1048	اسا الزاك	كلميم السمارة
0,0081	0,0000	0,0046	السمار	
0,5798	1,0574	0,6691	كلميم	
0,0416	0,0655	0,0502	طانطان	
0,6754	0,5749	0,6663	طاطا	
0,2229	0,0302	0,1476	أكادير إداوتتان	سوس ماسة درعة
1,5805	1,5109	1,5854	اشتوكة ايت باها	
0,1653	0,0697	0,1660	إنزكان ايت ملول	
5,7310	8,1895	6,6297	ورزازات	
4,8425	4,6297	5,1833	تارودانت	
2,1687	1,4573	1,9956	تزنيت	
1,8815	1,5645	2,0899	زاكورة	
5,6199	4,1464	5,1251	القنيطرة	الغرب الشراردة
4,9088	3,3046	4,2732	سيدي قاسم	بني حسن
1,1586	0,6638	0,7984	ابن سليمان	الشاوية ورديفة
1,6306	0,8857	1,2524	خريبكة	
1,5393	0,2151	0,8426	سطات	
0,8621	0,5432	0,9319	الحوز	مراكش
2,5675	2,9484	3,0240	شيشاوة	
3,5097	2,7147	4,0929	قلعة السراغنة	تانسيقت
6,3503	9,9106	7,8308	الصويرة	الحوز
0,2284	0,0092	0,0897	مراكش المنارة	

إجمالي الموارد و75% من عتبة الفقر	50% من إجمالي الموارد وعتبة الفقر	إجمالي الموارد وعتبة الفقر	الإقليم	الجهة
0,5748	0,4509	0,5150	بركان	الشرق
1,8640	3,8629	2,2377	فكيك	
0,9614	2,0763	1,3127	جرادة	
2,0401	1,7560	1,6573	الناظور	
0,4220	0,0511	0,2411	وجدة أنكاد	
2,1357	2,8025	2,1741	تاويريرت	
-	-	-	الدار البيضاء	
0,0217	0,0000	0,0001	مديونة	
0,0679	0,0000	0,0085	المحمدية	
0,0545	0,0000	0,0094	النواصر	
2,1192	0,6946	1,1911	الخميسات	الرباط سلا زمور زعير
-	-	-	الرباط	
0,6625	0,2781	0,4641	سلا	
0,2208	0,0174	0,0660	الصخيرات تمارة	دكالة عبدة
2,8270	2,3924	3,2497	الجديدة	
2,1604	1,2749	2,6672	أسفي	
0,1862	0,1916	0,2347	بني ملال	
1,9634	1,9801	1,8856	الاسماعيلية	مكناس تافيلالت
0,2787	0,0306	0,1475	الحاجب	
9,8554	14,6572	10,6089	الراشدية	
0,0312	0,0098	0,0365	إفران	
4,1413	4,4967	4,0114	خنيفرة	
2,2005	1,9704	1,9444	بولمان	فاس بولمان
0,0013	0,0000	0,0000	الجديد فاس دار ديببغ	
1,0563	1,4366	1,1020	صفرو	
1,4645	1,6551	1,3953	ازواغة مولاي يعقوب	تازة الحسيمة تاوانات
0,7407	0,3089	0,5423	الحسيمة	
1,0241	0,2132	0,6289	تاوانات	
5,3820	5,2289	5,1707	تازة	طنجة تطوان
2,0153	0,7983	1,6523	شفشاون	
1,7610	2,2499	1,8232	فحص بني مكادة	
1,5781	1,0188	1,3389	العرائش	
0,3366	0,1526	0,2786	طنجة أصيلة	
1,5362	1,3368	1,4382	تطوان	
% 100	% 100	% 100	المجموع	

ملاحظة: إقليما الرباط والدار البيضاء لا يضمان مناطق قروية.

○ الجدول 7.1: التوزيع الإقليمي للموارد المالية حسب الاستهداف الجغرافي الأنسب للجماعة

الوسط القروي - 2004 - النسبة المئوية في الموارد

إجمالي الموارد و75% من عتبة الفقر	50% من إجمالي الموارد وعتبة الفقر	إجمالي الموارد وعتبة الفقر	الإقليم	الجهة
0,00	0,00	0,00	أوسرد	وادي الذهب
0,00	0,00	0,00	وادي الذهب	لكويرة
0,00	0,00	0,00	بوجدور	العيون بوجدور الساقية
0,00	0,00	0,00	العيون	الحمراء
0,09	0,14	0,11	اسا الزاك	كلميم السمارة
0,00	0,00	0,00	السمار	
0,67	1,24	0,79	كلميم	
0,04	0,07	0,05	طانطان	
0,69	0,63	0,68	طاطا	
0,12	0,00	0,06	أكادير إداوتتان	سوس ماسة درعة
1,57	1,73	1,67	اشتوكة ايت باها	
0,15	0,06	0,16	إنزكان ايت ملول	
5,77	8,99	6,95	ورزازات	
4,94	4,67	5,50	تارودانت	
2,15	1,39	1,91	تزنيت	
1,86	1,17	2,07	زاكورة	
6,95	3,35	4,82	القنيطرة	الغرب الشاردة
5,05	3,31	4,28	سيدي قاسم	بني حسن
1,14	0,53	0,81	ابن سليمان	الشاوية ورديفة
1,68	0,99	1,32	خربيكة	
0,97	0,00	0,51	سطات	
0,57	0,27	0,64	الحوز	مراكش تانسيفت الحوز
2,56	2,79	3,13	شيشاوة	
3,19	2,14	3,96	قلعة السراغنة	
6,29	10,70	8,12	الصويرة	
0,01	0,00	0,01	مراكش المنارة	

إجمالي الموارد و75% من عتبة الفقر	50% من إجمالي الموارد وعتبة الفقر	إجمالي الموارد وعتبة الفقر	الإقليم	الجهة
0,54	0,42	0,48	بركان	الشرق
1,88	4,00	2,27	فكيك	
0,99	2,12	1,13	جرادة	
2,01	1,74	1,74	الناظور	
0,42	0,02	0,24	وجدة أنكاد	
2,22	3,04	2,24	تاويريرت	
0,00	0,00	0,00	مديونة	الدار البيضاء الكبرى
-	-	-	الدار البيضاء	
0,01	0,00	0,00	المحمدية	
0,00	0,00	0,00	النواصر	
2,07	0,24	0,97	الخميسات	الرباط سلا
-	-	-	الرباط	زمور
0,00	0,00	0,00	الصخيرات تمارة	زعيير
0,82	0,00	0,51	سلا	
2,59	2,27	3,17	الجديدة	دكالة عبدة
1,97	1,05	2,67	أسفي	
1,92	2,15	2,54	أزيلال	تادلة أزيلال
0,13	0,19	0,16	بني ملال	
2,22	2,21	2,10	الاسماعيلية	مكناس تافيلالت
0,18	0,00	0,12	الحاجب	
10,92	16,09	11,37	الراشدية	
0,01	0,00	0,01	إفران	
4,27	4,88	4,11	خنيفرة	
2,30	1,97	2,05	بولمان	فاس بولمان
0,00	0,00	0,00	فاس الجديد دار دبيغ	
1,12	1,57	1,16	صفرو	
1,63	1,69	1,52	ازواغة مولاي يعقوب	
0,57	0,24	0,33	الحسيمة	تازة الحسيمة
0,45	0,00	0,11	تاونات	تاونات
5,50	5,16	5,17	تازة	
1,63	0,39	1,40	شفشاون	طنجة تطوان
1,90	2,16	1,84	فحص بني مكادة	
1,45	0,88	1,14	العرائش	
0,32	0,02	0,28	طنجة أصيلة	
1,52	1,34	1,42	تطوان	
% 100	% 100	% 100	المجموع	

ملاحظة: إقليما الرباط و الدار البيضاء لا يضمان مناطق قروية.

■ ملحق 2: الوسط الحضري و موارد السيناريو 1

○ الجدول 1.2: أثر الاستهداف الجغرافي على حدة الفقر (FGT2)

الاستهداف الجغرافي الأنسب			
الوسط الحضري - 2004			
إجمالي الموارد و 75% من عتبة الفقر	50% من إجمالي الموارد و عتبة الفقر	إجمالي الموارد و عتبة الفقر	FGT2 الأصلي % من FGT2 الأصلي
0.00226	0.00681	0.00681	تحويل جزائي
(100%) 38%	(100%) 74%	(100%) 53%	الجهة
(80%) 31%	(91%) 67%	(88%) 46%	الإقليم
(75%) 29%	(87%) 64%	(83%) 44%	الجماعة
(63%) 24%	(81%) 60%	(75%) 40%	منطقة الإحصاء
(19%) 7%	(47%) 35%	(35%) 19%	

○ الجدول 2.2: أثر الاستهداف الجغرافي على نسبة الفقر (FGT0)

الاستهداف الجغرافي الأنسب			
الوسط الحضري - 2004			
إجمالي الموارد و 75% من عتبة الفقر	50% من إجمالي الموارد و عتبة الفقر	إجمالي الموارد و عتبة الفقر	FGT0 الأصلي % من FGT0 الأصلي
0.0330	0.0801	0.0801	تحويل جزائي
(100%) 59%	(100%) 86%	(100%) 72%	الجهة
(89%) 52%	(96%) 83%	(94%) 68%	الإقليم
(85%) 50%	(95%) 81%	(92%) 66%	الجماعة
(78%) 46%	(92%) 79%	(88%) 63%	منطقة الإحصاء
(36%) 21%	(76%) 65%	(63%) 46%	

○ الجدول 3.2: أثر الاستهداف الجغرافي على حدة الفقر (FGT2)

الاستهداف الجغرافي البسيط (السادج)			
الوسط الحضري - 2004			
إجمالي الموارد و75% من عتبة الفقر	50% من إجمالي الموارد وعتبة الفقر	إجمالي الموارد وعتبة الفقر	FGT2 الأصلي % من FGT2 الأصلي
0.00226	0.00681	0.00681	تحويل جزائي
38%	74%	53%	الجهة
86%	78%	76%	الإقليم
83%	79%	78%	الجماعة
81%	76%	76%	منطقة الإحصاء
57%	49%	49%	

○ الجدول 4.2: أثر الاستهداف الجغرافي على نسبة الفقر (FGT0)

الاستهداف الجغرافي البسيط (السادج)			
الوسط الحضري - 2004			
إجمالي الموارد و75% من عتبة الفقر	50% من إجمالي الموارد وعتبة الفقر	إجمالي الموارد وعتبة الفقر	FGT0 الأصلي % من FGT0 الأصلي
0.0330	0.0801	0.0801	تحويل جزائي
59%	86%	72%	الجهة
89%	84%	80%	الإقليم
87%	84%	83%	الجماعة
88%	82%	81%	منطقة الإحصاء
71%	66%	65%	

○ الجدول 5.2: نسبة كلفة الاستهداف الجغرافي الأنسب في كلفة التحويل الجزائي

الوسط الحضري - 2004	
100%	تحويل جزائي
82,0%	الجهة
73,4%	الإقليم
64,5%	الجماعة
23,0%	منطقة الإحصاء

○ الجدول 6.2: التوزيع الإقليمي للموارد المالية حسب الاستهداف الجغرافي الأنسب لمناطق الإحصاء

الوسط الحضري - 2004 - النسبة المئوية في الموارد

إجمالي الموارد و75% من عتبة الفقر	50% من إجمالي الموارد وعتبة الفقر	إجمالي الموارد وعتبة الفقر	الإقليم	الجهة
0.0000	0.0000	0.0000	أوسرد	وادي الذهب
0.0312	0.0499	0.0628	وادي الذهب	لكويرة
0.1358	0.0063	0.1035	بوجدور	العيون بوجدور
0.5032	0.5925	0.4988	العيون	الساقية الحمراء
0.1636	0.0623	0.1385	اسا الزاك	كلميم السمارة
0.2085	0.3263	0.2383	السمار	
1.0998	1.1150	1.1034	كلميم	
0.4874	0.2567	0.4621	طانطان	
0.4241	0.4683	0.4411	طاطا	
1.8562	2.2281	1.9032	أكادير إداوتتان	سوس ماسة درعة
0.2259	0.1090	0.2059	اشتوكة ايت باها	
2.3768	1.7281	2.2009	إنزكان ايت ملول	
0.8634	0.6565	0.8493	ورزازات	
1.3506	1.1445	1.3122	تارودانت	
0.2219	0.1638	0.2044	تزنيت	
0.3899	0.2655	0.3690	زاكورة	
5.5691	8.3391	6.1400	القنيطرة	الغرب الشراة
2.1079	2.0639	2.0688	سيدي قاسم	بنى حسن
0.3840	0.2907	0.3554	ابن سليمان	الشاوية ورديفة
2.3351	2.1935	2.3024	خريبكة	
2.0406	1.7074	2.0087	سطات	
0.6109	0.5754	0.6078	الحوز	مراكش تانسيغت الحوز
0.6916	1.0475	0.7756	شيشاوة	
2.5384	3.299	2.7374	قلعة السراغنة	
1.1611	1.4229	1.2450	الصويرة	
7.0183	6.5466	6.9347	مراكش المنارة	

إجمالي الموارد و75% من عتبة الفقر	50% من إجمالي الموارد وعتبة الفقر	إجمالي الموارد وعتبة الفقر	الإقليم	الجهة
1.1629	1.0140	1.1301	بركان	الشرق
0.4623	0.4340	0.4755	فكيك	
0.6427	0.6635	0.6734	جرادة	
3.1753	2.9897	3.1112	الناظور	
2.6775	2.4994	2.6137	وجدة أنكاد	
1.7246	2.4671	1.8877	تاويريرت	
1.3198	6.1023	5.9665	الدار البيضاء	الدار البيضاء الكبرى
0.7341	0.9403	0.7966	مديونة	
1.0618	1.3647	1.1408	المحمدية	
0.3016	0.3022	0.3118	النواصر	
1.8263	1.8463	1.8439	الخميسات	الرباط سلا زمور زعيير
1.5059	1.5203	1.4966	الرباط	
2.5357	4.0686	2.9060	الصخيرات تمارة	
3.7849	3.5303	3.8160	سلا	
2.0620	2.1450	2.0346	الجديدة	دكالة عبدة
2.6893	2.5051	2.6404	أسفي	
0.4674	0.2725	0.4346	أزيلال	تادلة أزيلال
3.1029	2.3660	2.9335	بني ملال	
3.6557	3.1393	3.5821	الاسماعيلية	مكناس تافيلالت
0.9199	0.9924	0.9420	الحاجب	
1.2787	1.0270	1.2955	الراشدية	
0.5734	0.4978	0.5528	إفران	
2.6773	2.7002	2.7196	خنيفرة	
0.5032	0.5935	0.5430	بولمان	فاس بولمان
6.5880	4.7654	6.3347	فاس الجديد دار ديبينغ	
1.0007	0.9408	0.9824	صفرو	
0.0413	0.0526	0.0478	ازواغة مولاي يعقوب	
0.4936	0.3468	0.4493	الحسيمة	تازة الحسيمة تاونات
0.3603	0.2574	0.3270	تاونات	
1.1777	1.1954	1.1600	تازة	
0.2533	0.1823	0.2410	شفشاون	طنجة تطوان
-	-	-	فحص بني مكادة	
1.7474	2.0704	1.7916	العرائش	
5.3899	5.4818	5.3503	طنجة أصيلة	
2.3077	2.0663	2.2289	تطوان	
% 100	% 100	% 100	المجموع	

ملاحظة: إقليم فحص بني مكادة لا يضم مناطق حضرية.

○ الجدول 7.2: التوزيع الإقليمي للموارد المالية حسب الاستهداف الجغرافي الأنسب للجماعة

الوسط الحضري - 2004 - النسبة المئوية في الموارد

إجمالي الموارد و75% من عتبة الفقر	50% من إجمالي الموارد وعتبة الفقر	إجمالي الموارد وعتبة الفقر	الإقليم	الجهة
0.00	0.00	0.00	أوسرد	وادي الذهب
0.00	0.00	0.00	وادي الذهب	لكويرة
0.00	0.00	0.00	بوجدور	العيون بوجدور الساقية
0.26	0.00	0.00	العيون	الحمراء
0.10	0.03	0.08	اسا الزاك	كلميم السمارة
0.26	0.30	0.31	السمار	
1.17	1.27	1.20	كلميم	
0.28	0.00	0.29	طانطان	
0.31	0.46	0.38	طاطا	
2.36	0.38	1.95	أكادير إداوتان	سوس ماسة درعة
0.11	0.00	0.09	اشتوكة ايت باها	
1.77	0.79	1.54	إنزكان ايت ملول	
0.55	0.45	0.62	ورزازات	
1.07	0.58	0.98	تارودانت	
0.08	0.02	0.05	تزنيت	
0.28	0.21	0.31	زاكورة	
8.63	15.30	10.06	القنيطرة	
2.18	2.57	2.30	سيدي قاسم	الغرب الشاردة بنى حسن
0.29	0.17	0.25	ابن سليمان	الشاوية ورديفة
2.43	2.36	2.42	خريبكة	
1.78	1.96	1.84	سطات	
0.47	0.66	0.55	الحوز	مراكش
0.63	1.23	0.78	شيشاوة	
2.24	4.14	2.76	قلعة السراغنة	تانسيغت
1.21	1.97	1.38	الصويرة	الحوز
7.72	8.65	7.99	مراكش المنارة	

إجمالي الموارد و75% من عتبة الفقر	50% من إجمالي الموارد وعتبة الفقر	إجمالي الموارد وعتبة الفقر	الإقليم	الجهة
1.39	1.09	1.30	بركان	الشرق
0.47	0.53	0.52	فكيك	
0.50	0.66	0.59	جرادة	
2.50	2.40	2.62	الناظور	
3.77	2.17	3.25	وجدة أنكاد	
2.23	4.29	2.62	تاويرت	
2.57	1.30	2.23	مديونة	الدار البيضاء الكبرى
0.70	1.11	0.86	الدار البيضاء	
1.31	0.31	1.06	المحمدية	
0.23	0.33	0.28	النواصر	
2.14	2.25	2.20	الخميسات	الرباط سلا
1.28	0.08	0.60	الرباط	
5.18	5.46	4.00	الصخيرات تمارة	زمور
5.18	2.94	4.66	سلا	زعيير
2.52	1.84	2.26	الجديدة	دكالة عبدة
2.98	1.48	2.77	أسفي	
0.27	0.00	0.23	أزيلال	تادلة أزيلال
2.37	1.23	0.23	بني ملال	
3.93	1.68	3.50	الاسماعيلية	مكناس تافيلالت
0.93	1.27	1.03	الحاجب	
0.91	0.77	1.05	الراشدية	
0.42	0.29	0.43	إفران	
2.40	2.93	2.61	خنيفرة	
0.53	0.79	0.62	بولمان	فاس بولمان
6.06	5.75	5.88	فاس الجديد دار دبيغ	
0.75	0.85	0.79	صفرو	
0.03	0.06	0.05	ازواغة مولاي يعقوب	
0.21	0.15	0.19	الحسيمة	تازة الحسيمة تاوانات
0.22	0.12	0.22	تاوانات	
1.19	1.27	0.22	تازة	
0.13	0.07	0.10	شفشاون	طنجة تطوان
-	-	-	فحص بني مكادة	
2.11	2.52	2.25	العرائش	
6.49	7.88	6.75	طنجة أصيلة	
1.84	0.62	1.30	تطوان	
% 100	% 100	% 100	المجموع	

ملاحظة: إقليم فحص بني مكادة لا يضم مناطق حضرية.

■ ملحق 3: الوسط الحضري و موارد السيناريو 2

○ الجدول 1.3: أثر الاستهداف الجغرافي على نسبة الفقر (FGT0)

الوسط الحضري $FGT0 = 0.080133$ الأصلي

استهداف بسيط (ساذج)	استهداف أنسب	تحويل جزائي	
0,074461	0,074519		الجهة
0,073770	0,073929		الإقليم
0,072720	0,073143	0,075914	الجماعة
0,068024	0,067577		منطقة الإحصاء

○ الجدول 2.3: أثر الاستهداف الجغرافي على نسبة الفقر

الوسط الحضري

استهداف بسيط (ساذج)	استهداف أنسب	تحويل جزائي	
93%	93%		الجهة
92%	92%		الإقليم
91%	91%	95%	الجماعة
85%	82%		منطقة الإحصاء

○ الجدول 3.3: أثر الاستهداف الجغرافي على حدة الفقر (FGT2)

الوسط الحضري $FGT2 = 0.0068089$ الأصلي

استهداف بسيط (ساذج)	استهداف أنسب	تحويل جزائي	
0,0058118	0,0057837		الجهة
0,0057029	0,0056308		الإقليم
0,0055764	0,0054318	0,0061203	الجماعة
0,0041977	0,0039769		منطقة الإحصاء

○ الجدول 4.3: أثر الاستهداف الجغرافي على حدة الفقر بالنسبة المئوية

الوسط الحضري		
استهداف بسيط (ساذج)	استهداف أنسب ^(*)	تحويل جزائي
85%	85%	
84%	83%	
82%	80%	90%
62%	58%	
		الجهة
		الإقليم
		الجماعة
		منطقة الإحصاء

■ ملحق 4: الوسط القروي و موارد السيناريو 2

○ الجدول 1.4: أثر الاستهداف الجغرافي على نسبة الفقر (FGT0)

الوسط القروي FGT0 = 0.22760 الأصلي		
استهداف بسيط (ساذج)	استهداف أنسب	تحويل جزائي
0,1954	0,1957	
0,1902	0,1903	0,19849
0,1831	0,1825	
0,1829	0,1806	
		الجهة
		الإقليم
		الجماعة
		منطقة الإحصاء

○ الجدول 2.4: أثر الاستهداف الجغرافي على حدة الفقر بالنسبة المئوية

الوسط الحضري		
استهداف بسيط (ساذج)	استهداف أنسب	تحويل جزائي
86%	86%	
84%	84%	
80%	80%	87%
80%	79%	
		الجهة
		الإقليم
		الجماعة
		منطقة الإحصاء

^(*) تستعمل نسب خفض حدة الفقر (FGT2) لقياس المسافة بين الاستهداف المثالي (خفض FGT2 بـ 100%) والاستهداف الجغرافي الأنسب. ذلك أن تحويل كل موارد السيناريو 2 (0.7) من الناتج الداخلي الإجمالي لسنة 2004 للأسر الفقيرة فقط حسب الاستهداف المثالي يمكن من المعادلة بين ثقلات الأسر الفقيرة و عبثة الفقر (FGT2=0).

○ الجدول 3.4: أثر الاستهداف الجغرافي على حدة الفقر (FGT2)

الوسط القروي FGT2=0,020314 الأصلي		
استهداف بسيط (ساذج)	استهداف أنسب	تحويل جزائي
0,014297	0,013811	
0,013065	0,012250	0,01497
0,010836	0,009819	
0,010133	0,009045	
		الجهة
		الإقليم
		الجماعة
		منطقة الإحصاء

○ الجدول 4.4: أثر الاستهداف الجغرافي على حدة الفقر بالنسبة المئوية

الوسط القروي		
استهداف بسيط (ساذج)	استهداف أنسب ⁽¹⁾	تحويل جزائي
70%	68%	
64%	60%	74%
53%	48%	
50%	45%	
		الجهة
		الإقليم
		الجماعة
		منطقة الإحصاء

⁽¹⁾ تستعمل نسب خفض حدة الفقر (FGT2) لقياس المسافة بين الاستهداف المثالي (خفض FGT2 بـ 100%) والاستهداف الجغرافي الأنسب. ذلك أن تحويل كل موارد السيناريو 2 (0.7 من الناتج الداخلي الإجمالي لسنة 2004) للأسر الفقيرة فقط حسب الاستهداف المثالي يمكن من المعادلة بين نفقات الأسر الفقيرة و عتبة الفقر (FGT2=0).

■ ملحق 5: التوزيع الإقليمي لموارد السيناريو 2 حسب الاستهداف الأنسب لمنطقة الإحصاء

موارد السيناريو 2

الوسط القروي	الوسط الحضري	الإقليم	الجهة
% من الموارد			
0.00	0.0000	أوسرد	وادي الذهب
0.00	0.0359	وادي الذهب	لكوية
0.00	0.0000	بوجدور	العيون بوجدور
0.00	0.5308	العيون	الساقية الحمراء
0.11	0.0114	اسا الزاك	
0.00	0.3863	السمارة	
0.70	0.7735	كلميم	كلميم السمارة
0.05	0.0278	طانطان	
0.65	0.2372	طاطا	
0.12	2.5494	أكادير إداوتان	
1.59	0.0055	اشتوكة ايت باها	
0.15	0.7995	إنزكان ايت ملول	
6.84	0.3015	ورزازات	سوس ماسة درعة
5.15	0.6690	تارودانت	
1.93	0.0715	تزنيت	
2.02	0.1119	زاكورة	
5.03	14.1683	القنيطرة	الغرب الشاردة
4.14	1.8758	سيدي قاسم	بنى حسن
0.77	0.1913	ابن سليمان	
1.19	2.3121	خريبكة	الشاوية ورديفة
0.74	1.6098	سطات	
0.86	0.3692	الحوز	
3.04	1.3171	شيشاوة	مراكش
3.95	3.2693	قلعة السراغنة	تانسيفت
8.12	1.7707	الصويرة	الحوز
0.08	6.3478	مراكش المنارة	
0.50	1.0689	بركان	
2.41	0.4073	فكيك	
1.40	0.4035	جرادة	
1.66	1.6237	الناظور	الشرق
0.21	2.6299	وجدة أنكاد	
2.26	3.7205	تاويرت	

موارد السيناريو 2

الجهة	الإقليم	الوسط الحضري	الوسط القروي
		% من الموارد	
	الدار البيضاء	4.5597	-
الدار البيضاء الكبرى	مديونة	0.7755	0.00
	المحمدية	1.4858	001
	النواصر	0.2406	0.01
	الخميسات	1.8773	1.11
الرباط سلا زمور	الرباط	1.8109	-
زعير	الصخيرات تمارة	5.5700	0.05
	سلا	4.5202	0.44
	الجديدة	2.1343	3.14
دكالة عبدة	أسفي	2.3397	2.50
	أزيلال	0.0450	2.36
تادلة أزيلال	بني ملال	1.2671	0.23
	الاسماعيلية	2.7821	1.91
	الحاجب	0.9687	0.13
مكناس	الراشدية	0.4760	11.12
تافيلالت	إفران	0.3225	0.04
	خنيفرة	2.1464	4.10
	بولمان	0.5940	1.95
فاس بولمان	فاس الجديدة دار ديببغ	3.8312	0.00
	صفرو	0.7105	1.14
	ازواغة مولاي يعقوب	0.0410	1.43
	الحسيمة	0.1241	0.50
تازة الحسيمة	تاونات	0.1896	0.56
تاونات	تازة	1.5205	5.18
	شفشاون	0.0621	1.54
	فحص بني مكادة	-	1.88
	العرائش	2.5398	1.30
طنجة تطوان	طنجة أصيلة	6.0678	0.27
	تطوان	1.4013	1.43
	المجموع	100.00	100.00

❶ إقليما الرباط و الدار البيضاء لا يضمان مناطق قروية. و إقليم فحص بني مكادة لا يضم مناطق حضرية.

الحصيلة الاقتصادية لسنة 2007 وآفاق النمو في مزم 2008

يأتي إعداد هذا التحليل حول تطور الاقتصاد الوطني خلال سنة 2007 وآفاق نموه خلال السنة الجارية في إطار الدراسات التي تقوم بانجازها المندوبية السامية للتخطيط. وقد تم التركيز بالنسبة لسنة 2007 على قراءة مبسطة لنتائج الحسابات الوطنية الخاصة بنفس السنة. بينما اعتمد التحليل الذي هم السنة الجارية على المعطيات الأخيرة للبحوث الفصلية وأشغال تتبع وتحليل الظرفية، بالإضافة إلى نتائج محاكاة آثار المقتضيات المالية والجبائية المسطرة في قانون المالية وكذا أهم تطورات الاقتصاد العالمي. خلال سنة 2007، سجل الاقتصاد الوطني نموا بـ 2,7%، رغم تراجع القيمة المضافة للقطاع الفلاحي بنسبة 20,8%، حيث سجلت القطاعات الأخرى تطورا بلغ 6,0%، عوض 4,7% خلال 2006.

وقد تم تحقيق هذا النمو في ظل محيط دولي اتسم بديناميكية الاقتصاد العالمي، بالرغم من تذبذب نشاط الأسواق المالية، الذي خلفته أزمة قطاع العقار بالولايات المتحدة الأمريكية واستمرار ارتفاع أسعار المواد الغذائية والطاقيه والمعدنية. واستفادت معظم الأنشطة من تدخل الدولة للحد من آثار ارتفاع الأسعار عند الاستيراد على الأسعار الداخلية، الشيء الذي مكن من الحفاظ على القدرة الشرائية للأسر وتحسن نفقاتهم. كما ساهمت التدفقات المهمة لرؤوس الأموال الخارجية التي استقطبها الاقتصاد الوطني، خصوصا الاستثمارات المباشرة الأجنبية وتحويلات المغاربة المقيمين بالخارج ومداخليل السياحة في الرفع من نمو الاستهلاك. وبخصوص الاستثمار، يجدر الذكر بان تحسن التمويل، سواء البنكي أو عبر باقي مكونات السوق المالي مدعما بتسهيل شروط الولوج إلى القروض، قد مكن من دعم البرامج الاستثمارية للقاعلين الاقتصاديين (الشركات والأسر والدولة). وفي هذا السياق، عرف التكوين الإجمالي لرأس المال الثابت ارتفاعا ملحوظا بـ 18,5%، وأصبح يمثل 31,3% من الناتج الداخلي الإجمالي. كما ناهزت الاستثمارات المباشرة الأجنبية حوالي 33,4 مليار درهم عوض 21 مليار درهم، كمتوسط سنوي للسنوات الأربع الأخيرة. وبلغت تحويلات المغاربة المقيمين بالخارج 55 مليار درهم، في حين وصلت مداخليل السياحة إلى 59 مليار درهم. ومن جهة أخرى، سجلت القروض المقدمة للاقتصاد ارتفاعا بنسبة 29% وتوجهت أساسا لاستهلاك الأسر وقطاع العقار. ويستخلص من هذا أن الاقتصاد الوطني قد استفاد كثيرا من محيط اقتصادي ملائم للأنشطة التسويقية غير الفلاحية.

وفيما يخص نمو الاقتصاد الوطني خلال 2008، من المنتظر أن يسجل الناتج الداخلي الإجمالي نموا بـ 2,6%، عوض 7,2% سنة 2007. وتأخذ هذه التقديرات بعين الاعتبار التطور المعاكس لبعض فرضيات المحيط الدولي، خاصة ارتفاع أسعار البترول الخام الذي بلغ عتبات يصعب التحكم فيها.

وبالنسبة إلى النفقات العمومية المتعلقة بدعم الأسعار، من المرتقب أن تصل إلى 40 مليار درهم سنة 2008، أي 1,6% من الناتج الداخلي الإجمالي، عوض 15 مليار درهم المعتمدة في قانون المالية لسنة 2008. وتبين هذه الإجراءات إرادة الدولة في التحكم في ارتفاع الأسعار الداخلية للاستهلاك وفي دعم تنافسية الاقتصاد الوطني.

وعلى صعيد تمويل الاقتصاد، سيساهم التحسن المستمر لنشاط السوق المالي بمختلف مكوناته (بورصة القيم، وسوق سندات الخزينة، والبنوك...) في تحسن شروط تمويل القطاع الخاص، مما سيدعم ارتفاع قروض الاستهلاك. كما سيمكن هذا التطور من الحفاظ على وتيرة مرتفعة للطلب الداخلي الذي يشكل رافعة أساسية للنمو الاقتصادي خلال سنة 2008. ■